

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 154

20 janvier 2015

SOMMAIRE

AMP Capital Investors (FDF European Infrastructure No. 3) S.à r.l.	7347	Natural Le Coultre Luxembourg S.A.	7355
Ancile (Luxembourg) Fund SICAV-FIS ...	7348	OCM Luxembourg Maple S.à r.l.	7350
BI-Invest Endowment Fund, SICAV SIF ..	7375	Open End S.à r.l.	7350
Carnot Technologies S.A.	7359	Polka Real Estate Holdings S. à r.l.	7350
Centurion European German Property 3 S.à r.l.	7392	REGENCO Renewable Energy Generation Company S.A.	7346
Crop's & Partners	7348	Rima SA	7359
CVE Luxembourg S.à r.l.	7347	S.G.D.S. s.à r.l.	7349
Cyco S.à r.l.	7346	S.I.T. Lux S.A.	7349
Discovery Luxembourg 2 S.à r.l.	7356	Spring	7353
Dos Santos S.à.r.l.	7347	Steba Biotech S.A.	7353
Electrotrade S.à r.l.	7354	Suxes Life Insurance Brokers S.A.	7351
Eternal Land Holdings S.à r.l.	7349	Talpa	7350
Europa Istanbul 1 S.à r.l.	7349	Telecom Management Group S.A. Holding	
Financière Concorde S.A.	7348	7346
Fourteen Elder S.à r.l.	7346	Trias GER Munster - T S.à r.l.	7353
Gatos 1 S.à r.l.	7367	Tuneinvest SPF S.A.	7362
GH Holding	7354	Tycoon Holding S.A.	7346
Khanate Resource Holdings-2 S.à r.l.	7351	Uplux SARL	7392
Langelsheim Holding S.à r.l.	7352	V1 Holding S.à r.l.	7354
Luxembourg Mongol Financial Holdings S.à r.l.	7351	Vesta Italia Equity (Luxembourg) S.à r.l.	
LVS II Lux X S.à r.l.	7352	7392
Minimax Data International Holding S.A.-SPF	7351	VIP-IT S. à r.l.	7352
		Viva Holding Lux S.à r.l.	7352
		Windy S.A.	7354

REGENCO Renewable Energy Generation Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie.
R.C.S. Luxembourg B 136.547.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

REGENCO Renewable Energy Generation Company S.A.

Référence de publication: 2014204797/10.

(140228079) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Telecom Management Group S.A. Holding, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 5, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 89.041.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Référence de publication: 2014205002/10.

(140228376) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Fourteen Elder S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 189.559.

Par lettre datée du 17 décembre, les gérants Anita Lyse, Damien Schuind et Jean-Jacques Lafont ont démissionné de leurs fonctions respectives de gérants avec effet au 28 novembre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Manalliance

Référence de publication: 2014204195/11.

(140227829) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Cyco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3817 Schifflange, Chemin de Bergem.
R.C.S. Luxembourg B 142.228.

Dépôt Rectificatif remplaçant le dépôt L140022273 du 4-02-2014

Monsieur GAAS Philippe, cède 1 parts à la société CYCO Capital SC, Chemin de Bergem, L-3817 SCHIFFLANGE.

Pour la gérance

Signature

Référence de publication: 2014204063/11.

(140228266) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Tycoon Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 89.883.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19/12/2014.

G.T. Experts Comptables S.À.R.L.

Luxembourg

Référence de publication: 2014205033/12.

(140227786) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

AMP Capital Investors (FDF European Infrastructure No. 3) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 20.000,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 141.798.

—
EXTRAIT

En date du 09 décembre 2014, l'associé unique a pris les résolutions suivantes:

- La démission de M. Alan Botfield, en tant que gérant, est acceptée avec effet immédiat;
- Madame Virginia Strelen, avec adresse professionnelle au 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, est élue nouveau gérant de la Société avec effet immédiat et ce, pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014203858/14.

(140227506) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

CVE Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1728 Luxembourg, 14, rue du Marché-aux-Herbes.

R.C.S. Luxembourg B 128.257.

—
Veillez noter que le gérant CYAN S.à.r.l. réside professionnellement au 15, rue Léon Laval, L-3372 Leudelange et que le commissaire aux comptes Kohnen & Associés S.à.r.l réside professionnellement au 62, avenue de la liberté, L-1930 Luxembourg

Luxembourg, le 15 décembre 2014.

Pour CVE Luxembourg S.à.r.l.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2014204059/15.

(140228144) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Dos Santos S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1741 Luxembourg, 123, rue de Hollerich.

R.C.S. Luxembourg B 58.142.

—
DISSOLUTION

Extrait

Il résulte d'un acte de dissolution de société, reçu par Maître Alex WEBER, notaire de résidence à Bascharage, en date du 28 novembre 2014, numéro 2014/2392 de son répertoire, enregistré à Capellen, le 4 décembre 2014, relation: CAP/2014/4631 de la société à responsabilité limitée "DOS SANTOS S.à r.l.", avec siège social à L-1741 Luxembourg, 123, rue de Hollerich, inscrite au RCS à Luxembourg sous le numéro B 58 142, constituée suivant acte reçu par Maître Urbain THOLL, notaire de résidence à Mersch, en date du 29 janvier 1997, publié au Mémorial C numéro 275 du 4 juin 1997, ce qui suit:

- Monsieur Alberto DOS SANTOS FONSECA et Madame Maria Belmira MARTINS SOARES, seuls associés, ont déclaré procéder à la dissolution et à la liquidation de la société prédite, avec effet au 28 novembre 2014,
- la société dissoute n'a plus d'activités.
- les associés ont déclaré en outre que la liquidation de la prédite société a été achevée et qu'ils assument tous les éléments actifs et passifs éventuels de la société dissoute.
- que les livres et documents de la société dissoute resteront déposés pendant la durée de cinq années à l'adresse suivante: L-2135 Luxembourg, 139, Fond Saint Martin.

Bascharage, le 22 décembre 2014.

Pour extrait conforme

Le notaire

Référence de publication: 2014204103/25.

(140227509) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Ancile (Luxembourg) Fund SICAV-FIS, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 13, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 158.647.

—
Extrait de la réunion du conseil d'administration en date du 15 mai 2014

A l'unanimité, le conseil d'administration décide de nommer monsieur Hakim Ben Driss, résidant au 5, rue Goethe, L-1637 Luxembourg, en tant qu'administrateur de la société, avec prise d'effet le 27 août 2014, et pour un terme expirant à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui approuvera les comptes au 31 décembre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 18 décembre 2014.

Référence de publication: 2014203871/14.

(140227551) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Financière Concorde S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1911 Luxembourg, 9, rue du Laboratoire.
R.C.S. Luxembourg B 135.867.

—
Extrait des résolutions prises par le conseil d'administration en date du 18 décembre 2014

Est nommé administrateur, en remplacement de Monsieur Luc HANSEN, administrateur démissionnaire:

- Monsieur Marc ALBERTUS, employé privé, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Monsieur Marc ALBERTUS terminera le mandat de l'administrateur démissionnaire qui viendra à échéance lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2012.

Cette cooptation sera soumise à ratification par la prochaine assemblée générale.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 18 décembre 2014.

Référence de publication: 2014204216/16.

(140227562) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Crop's & Partners, Société Anonyme.

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.
R.C.S. Luxembourg B 167.048.

—
Extract of the minutes of the Annual General Meeting of the Shareholders held on December 17, 2014

Sixth Resolution:

The Meeting resolves to approve the resignation of Mr Marc LIBOUTON as director of the Company, with immediate effect.

The Meeting resolves to appoint as new director of the Company, Ms Brigitte DENIS, having her professional address at 163 rue du Kiem, L-8030 Strassen. Such an appointment shall be effective as from today until the general meeting to be held during the year 2017.

Suit la traduction française:

Extrait du Procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue le 17 décembre 2014

6^{ème} Résolution:

L'Assemblée Générale accepte la démission de Marc LIBOUTON en qualité d'Administrateur de la société avec effet immédiat.

L'Assemblée Générale nomme, avec effet immédiat, en tant que nouvel administrateur Madame Brigitte DENIS ayant son adresse professionnelle au 163 rue du Kiem, L-8030 Strassen, son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en 2017.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Strassen, le 17 décembre 2014.

Référence de publication: 2014203991/24.

(140228621) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

S.G.D.S. s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-8832 Rombach-Martelange, 2, rue des Tilleuls.
R.C.S. Luxembourg B 112.338.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014204823/10.

(140228170) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

S.I.T. Lux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3327 Crauchtem, 10, Zone Industrielle Am Bruch.
R.C.S. Luxembourg B 70.112.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PINHEIRO Samantha.

Référence de publication: 2014204824/10.

(140228874) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Eternal Land Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 618.000,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 160.679.

Extrait des résolutions prises par le conseil de gérance

Les gérants de la Société ont décidé de transférer le siège social de la Société du 74, rue de Merl, L-2146 Luxembourg au 1, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg avec effet au 15 décembre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 décembre 2014.

Pour Eternal Land Holdings S.à r.l.

Référence de publication: 2014204120/14.

(140227989) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Europa Istanbul 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 177.039.

Il résulte d'un contrat de cession de parts sociales, signé en date du 19 décembre 2014 que la société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois Europa Istanbul HoldCo S.à r.l., située au 68-70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, a cédé douze mille cinq cent (12.500) parts sociales de la Société qu'elle détenait, à la société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois Europa Real Estate IV S.à r.l. située au 68-70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg;

De sorte que, suite à ce transfert:

- 1) Europa Istanbul HoldCo S.à r.l. précitée, ne détient désormais plus aucune part sociale de la Société,
- 2) Europa Real Estate IV S.à r.l., précitée détient désormais 12.500 parts sociales de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 19 décembre 2014.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2014204122/20.

(140227792) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Talpa, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3212 Bettembourg, 10, rue Adolphe.
R.C.S. Luxembourg B 55.176.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014204993/10.

(140228939) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

OCM Luxembourg Maple S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 191.994.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 23 décembre 2014.

Pour copie conforme

Référence de publication: 2014207249/11.

(140231183) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

Open End S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4410 Soleuvre, 9, Um Woeller.
R.C.S. Luxembourg B 64.077.

Extrait de cession de parts sociales

Suite à la cession de parts sociales en date du 22 décembre 2014, nous confirmons que l'associée de la société est désormais:

- ZEN S.A., ayant son siège social au 9, Z.A. Um Woeller à L-4410 Soleuvre, immatriculée au RCS sous le numéro B99 681: 1152 parts sociales.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

OPEN END S.à.r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2014204660/16.

(140228852) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Polka Real Estate Holdings S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.
R.C.S. Luxembourg B 134.414.

Extrait du contrat de cession de parts sociales de la Société, en date du 09 mai 2014

En vertu de l'acte de transfert de parts sociales daté en date 09 mai 2014, la société Obock Limited, société à responsabilité limitée, ayant son siège social à 57/63, Line Wall Road, Gibraltar, Gibraltar, a transféré les parts suivantes

- 625 parts sociales

à SLK Limited, une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 57/63 Line Wall Road, Gibraltar, Gibraltar, enregistrée auprès du Registre de Gibraltar sous le numéro 111259

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 décembre 2014.

Mandataire

Référence de publication: 2014204693/17.

(140228015) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Suxes Life Insurance Brokers S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7619 Larochette, 10-12, rue de Medernach.
R.C.S. Luxembourg B 87.821.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 23 décembre 2014.
Pour copie conforme

Référence de publication: 2014207371/11.

(140231056) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

Minimax Data International Holding S.A.-SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 370, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 53.977.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 31 octobre 2014

Après délibération, l'Assemblée prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

1. Madame Isabelle Cardoso, demeurant professionnellement au 370, route de Longwy L-1940 Luxembourg a été nommé administratrice jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2019 en remplacement de Monsieur Herbert Grossmann décédé le 16 juin 2014.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014204585/13.

(140228141) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Khanate Resource Holdings-2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 18.000,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 168.345.

Extrait des résolutions prises par le conseil de gérance

Les gérants de la Société ont décidé de transférer le siège social de la Société du 74, rue de Merl, L-2146 Luxembourg au 1, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg avec effet au 15 décembre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 décembre 2014.

Pour Khanate Resource Holdings-2 S.à r.l.

Référence de publication: 2014204406/14.

(140228020) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Luxembourg Mongol Financial Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 518.000,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 168.595.

Extrait des résolutions prises par le conseil de gérance

Les gérants de la Société ont décidé de transférer le siège social de la Société du 74, rue de Merl, L-2146 Luxembourg au 1, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg avec effet au 15 décembre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 décembre 2014.

Pour Luxembourg Mongol Financial Holdings S.à r.l.

Référence de publication: 2014204456/14.

(140227986) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

VIP-IT S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4740 Pétange, 5, rue Prince Jean.
R.C.S. Luxembourg B 146.383.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014205061/10.

(140227882) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Viva Holding Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 9, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 179.660.

La dénomination sociale de l'associé unique de la Société est désormais le suivant: «Grupo Viva Aerobus, Sociedad An nima de Capital Variable».

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 19 décembre 2014.

Référence de publication: 2014205041/12.

(140228480) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

LVS II Lux X S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 18.000,00.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 180.205.

EXTRAIT

En date du 11 décembre 2014, l'associé unique de la Société a décidé d'accepter avec effet au 19 décembre 2014 la démission de M. Sansal Ozdemir en tant que gérant B de la Société

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 décembre 2014.

Pour LVS II Lux X S.à r.l.

Référence de publication: 2014204520/14.

(140227802) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Langelsheim Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 135.973.

LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par jugement du 18 décembre 2014, le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, a ordonné en vertu de l'article 203 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, la dissolution et la liquidation de la société à responsabilité limitée LANGELSHEIM HOLDING S.à r.l., ayant eu son siège social à L-2520 Luxembourg, 1, Allée Scheffer, dénoncé en date du 8 juillet 2009.

Le même jugement a nommé juge-commissaire Monsieur Thierry Schiltz, juge, et liquidateur Maître Aurélie Sunnen, avocat, demeurant à Luxembourg.

Il a ordonné aux créanciers de faire la déclaration de leurs créances avant le 9 janvier 2015 au greffe de la sixième chambre du tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg.

Pour extrait conforme

Maître Aurélie Sunnen

Le liquidateur

Référence de publication: 2014204466/18.

(140228326) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Steba Biotech S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2613 Luxembourg, 7, place du Théâtre.
R.C.S. Luxembourg B 122.394.

—
Extrait du Procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue le 8 décembre 2014.

Résolutions

Toutes les résolutions suivantes ont été prises à l'unanimité:

1. L'Assemblée Générale décide de nommer au poste d'administrateur et d'administrateur délégué Monsieur Fabrice HARARI demeurant 26a, Llanvanor Road GB-NW2 2AP Londres.

Le mandat est attribué jusqu'à l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014204950/14.

(140227903) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Trias GER Munster - T S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 192.568.

—
EXTRAIT

Il résulte d'un contrat de transfert de parts sociales daté du 17 décembre 2014 que Trias Holdco C -T S.à r.l., associé unique de la Société, a transféré l'ensemble des douze mille cinq cents (12.500) parts sociales qu'elle détenait dans le capital social de la Société à Trias Pool I - T S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand-Duché de Luxembourg, en cours d'immatriculation au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 décembre 2014.

Référence de publication: 2014204984/16.

(140227438) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Spring, Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 47.624.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires tenue en date du 11 décembre 2014 que:

- La démission de Laurent MULLER de sa fonction d'administrateur de la société a été acceptée.
- La démission de la société Marc MULLER CONSEILS S.à r.l. , ayant son siège social au 3A, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, de ses fonctions de Commissaire aux comptes de la société a été acceptée.
- M. Robert FABER, Expert-comptable, né le 15 mai 1964 à Luxembourg, demeurant professionnellement au 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg a été nommé aux fonctions d'administrateur de la société.
- B.A Tax Accountants S.A., ayant son siège social au 17, rue Antoine Jans, L-1820 Luxembourg et inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 173086 a été nommé aux fonctions de Commissaire aux comptes.
- Les mandats des Administrateurs et du Commissaire aux comptes prendront fin à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle des actionnaires qui se tiendra en 2018.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 décembre 2014.

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2014204946/24.

(140228147) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

V1 Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 2.922.310,00.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 167.899.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Fait à Luxembourg, le 19 décembre 2014.
Référence de publication: 2014205066/10.
(140228954) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Windy S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 146.116.

Les comptes au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

WINDY S.A.

Référence de publication: 2014205074/10.
(140228840) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

GH Holding, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 154.990.

En date du 11 décembre 2014 la Société a été informée du changement d'adresse de l'associé et du gérant, la société RENAISSANCE ET CELTITUDE S.à r.l. au 29 rue du Lombard, B-1000 Bruxelles, représentée par M. Jean-Pierre PRINCEN demeurant à la nouvelle adresse au 29 rue du Lombard, B-1000 Bruxelles.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fons MANGEN
Gérant

Référence de publication: 2014204277/13.
(140228485) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Electrotrade S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2533 Luxembourg, 69, rue de la Semois.
R.C.S. Luxembourg B 135.589.

DISSOLUTION

Par jugement rendu en date du 18 décembre 2014, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, VI^{ème} Chambre, siégeant en matière commerciale, a ordonné en vertu de l'article 203 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, tel qu'il a été modifié par la loi du 31 mai 1999, la dissolution et la liquidation de la société à responsabilité limitée ELECTROTRADE.S.à r.l., dont le siège social L-2533 Luxembourg, 69, rue de de la Semois, a été dénoncé en date du 31 juillet 2009, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B135589.

Le même jugement a nommé juge-commissaire Thierry SCHILTZ, Juge au Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, et liquidateur, Maître Julien BOECKLER, Avocat, demeurant à Luxembourg.

Ils ordonnent aux créanciers de faire la déclaration du montant de leur(s) créance(s) avant le 9 janvier 2015 au greffe du Tribunal de Commerce de et à Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme
Maître Julien BOECKLER
Le Liquidateur

Référence de publication: 2014204141/21.
(140228734) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Natural Le Coultre Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2315 Senningerberg, Parishaff.

R.C.S. Luxembourg B 164.567.

L'an deux mille quatorze, le onze décembre.

Pardevant, Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Senningerberg.

A COMPARU

EUROCENTER INVESTMENT S.A., société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-1258 Luxembourg, 4 rue Jean-Pierre Brasseur, immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous la section B et le numéro 174.063,

dûment représentée par son administrateur délégué Monsieur Yves BOUVIER, demeurant à Singapour et un de ses administrateurs Maître Bernard FELTEN, demeurant professionnellement à Luxembourg.

La partie comparante représentée comme dit ci-avant prie le notaire d'acter:

I.- qu'elle est l'actionnaire unique de la société anonyme Natural Le Coultre Luxembourg S.A., établie et ayant son siège social à L-1360 Niederanven, Luxair Cargo Center, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, section B sous le numéro 164.567, constituée le 28 octobre 2011 par acte reçu par Maître Paul Bettingen, notaire de résidence à Niederanven, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 3158 du 22 décembre 2011, les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par acte reçu du même notaire Paul Bettingen, en date du 17 décembre 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 514 du 26 février 2014.

II.- que l'ORDRE DU JOUR est le suivant:

1. Augmentation du capital de la Société à concurrence de EUR 6.000.000 pour porter son montant actuel à EUR 8.150.000 sans création d'actions nouvelles mais en augmentant le pair comptable des actions existantes et paiement d'un prime d'émission de EUR 3.000.000.

2. Souscription et libération intégrale de l'augmentation de capital mentionnée au point 1 ci-dessus par l'actionnaire unique de la Société et paiement de la prime d'émission par conversion d'une créance certaine liquide et exigible en sa faveur et à l'encontre de la Société évaluée à EUR 9.000.000.

3. Modification de l'article 6.1 des statuts.

Ensuite l'Actionnaire Unique, représentant l'intégralité du capital et représenté comme dit ci-avant, après avoir déclaré renoncer aux convocations d'usage, s'est constitué en assemblée et a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide d'augmenter le capital social à raison de six millions d'euros (EUR 6.000.000) pour le porter de son montant actuel de deux millions cent cinquante mille euros (EUR 2.150.000,-) à huit millions cent cinquante mille euros (EUR 8.150.000) sans création d'actions nouvelles mais en augmentant le pair comptable des actions existantes assorti du paiement d'une prime d'émission d'un montant de trois millions d'euros (EUR 3.000.000), soit un montant total de neuf millions d'euros (EUR 9.000.000).

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide d'accepter en lieu et place de numéraire la conversion d'avances d'actionnaire en libération de l'augmentation de capital et paiement de la prime d'émission.

L'augmentation de capital est réalisée sans émission d'actions nouvelles mais en augmentant le pair comptable des actions existantes détenues par l'actionnaire unique, la Société EUROCENTER INVESTMENT S.A, prénommée, laquelle déclare procéder à la libération de ladite augmentation de capital et du paiement de la prime d'émission par conversion en capital d'une créance certaine, liquide et immédiatement exigible détenue par elle, à l'encontre de la société NARURAL LE COULTRE LUXEMBOURG S.A. pour un montant total de neuf millions d'euros (EUR 9.000.000).

L'existence de ladite créance a été justifiée au notaire instrumentant dans un rapport établi par le cabinet de révision agréé Ernst & Young, société anonyme, établie et ayant son siège social au 7, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, RCS Luxembourg B numéro 47771 et représentée par Monsieur Werner WEYNAND, réviseur d'entreprises agréé, en date du 11 décembre 2014 qui conclut comme suit:

«Sur base de nos diligences, aucun fait n'a été porté à notre attention qui nous laisse à penser que la valeur globale de l'apport ne correspond pas au moins à la valeur de l'augmentation de capital souscrit projetée de EUR 6.000.000, augmentée de la prime d'émission de EUR 3.000.000.»

Ledit rapport restera, après avoir été signé «ne varietur» par les comparants et le notaire instrumentant, annexé aux présentes pour être formalisé avec elles.

Troisième résolution

En conséquence des résolutions prises, l'assemblée décide de modifier l'article 6.1 alinéa 1 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 6.1.** Le capital social est fixé à huit millions cent cinquante mille Euros (EUR 8.150.000,-) représenté par cinq cents (500) actions sans désignation de valeur nominale. Les actions sont nominatives.».

Quatrième résolution

L'assemblée décide de transférer son siège social actuellement fixé à L-1360 Niederanven, Luxair Cargo Center au lieu-dit Parishaff, L-2315 Senningerberg.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société à raison de la présente augmentation de capital est évalué à environ quatre mille cinq cents euros (EUR 4.500).

Pouvoirs

Les comparants, agissant dans un intérêt commun, donnent par la présente pouvoir à tout clerc et/ou employé de l'étude du notaire soussigné, agissant individuellement, pour rédiger et signer tout acte de modification (faute(s) de frappe (s)) au présent acte.

DONT ACTE, fait et passé à Senningerberg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux représentants de la partie comparante, connus du notaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Yves Bouvier, Bernard Felten, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 12 décembre 2014. LAC / 2014 / 59801. Reçu 75.-€.

Le Receveur (signé): Irène Thill.

- Pour copie conforme - délivrée à la société aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 17 décembre 2014.

Référence de publication: 2014207224/79.

(140230676) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

Discovery Luxembourg 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 175.430.

In the year two thousand and fourteen, on the fifteen day of December.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

DNI Europe Holdings Limited, a private limited company formed and existing under the laws of England and Wales, having its registered office at Discovery House, Chiswick Park Building 2, 566 Chiswick High Road, London W4 5YB, United Kingdom, registered with the Companies House under number 07629045,

here represented by Mr Ambroise FOERSTER, Avocat à la Cour, having his professional address at 37A, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of one (1) power of attorney given under private seal in London, United Kingdom on December 15th, 2014.

The said power of attorney, initialed "ne varietur" by the appearing party and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to state that:

I. The appearing party is the sole shareholder (the "Sole Shareholder") holding all the issued shares representing the entire share capital of Discovery Luxembourg 2 S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 175.430, incorporated by a deed of the undersigned notary, dated February 4th, 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations dated April 18th, 2013, number 921, and whose articles of association have not been amended since (the "Company").

II. The Company's share capital is set at one hundred five million six hundred fifteen thousand euro (EUR 105,615,000) represented by one hundred five million six hundred fifteen thousand (105,615,000) shares, having a nominal value of one euro (EUR 1) each, fully paid-up.

III. The agenda of the general meeting is the following:

Agenda

1. Reduction of the share capital of the Company by an amount of one hundred five million six hundred two thousand and five hundred euro (EUR 105,602,500) by the cancellation of one hundred five million six hundred two thousand and five hundred (105,602,500) Shares held by DNI Europe Holdings Limited, pre-named and allocation of the corresponding amount to the reserve account (account 1383 of the standard chart of accounts "autres réserves disponibles") of the Company;

2. Amendment of Articles 5 of the Company's articles of association to reflect the above resolution; and

3. Miscellaneous.

IV. The Sole Shareholder then took the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolved to reduce the share capital of the Company by an amount of one hundred five million six hundred two thousand and five hundred euros (EUR 105,602,500), to bring it from its current amount of one hundred five million six hundred fifteen thousand euro (EUR 105,615,000), down to the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500), by the cancellation of one hundred five million six hundred two thousand and five hundred (105,602,500) Shares, having a nominal value of one euro (EUR 1) each, held by DNI Europe Holdings Limited, pre-named.

The total amount of one hundred five million six hundred two thousand and five hundred euro (EUR 105,602,500), corresponding to the nominal value of the one hundred five million six hundred two thousand and five hundred (105,602,500) Shares cancelled, will be allocated to the reserve account (account 1383 of the standard chart of accounts "autres réserves disponibles") of the Company.

The Sole Shareholder confirmed that all debts and liabilities of the Company towards its creditors have been paid and therefore instructed the managers of the Company to allocate the amount of one hundred five million six hundred two thousand and five hundred euro (EUR 105,602,500) to the reserve account (account 1383 of the standard chart of accounts "autres réserves disponibles") of the Company immediately.

The Sole Shareholder further undertook to (i) indemnify the managers of the Company against any action which could be undertaken by any creditor of the Company, in relation to debts existing as at the date hereof, which would be payable after the date hereof, as a result of the allocation of the amount of one hundred five million six hundred two thousand and five hundred euro (EUR 105,602,500) to the reserve account (account 1383 of the standard chart of accounts "autres réserves disponibles") of the Company and the possible future distribution of said amount and (ii) provide said creditors with securities to guarantee the payment of the debts in question after the date hereof.

The Sole Shareholder further resolved to authorize any manager of the Company, acting alone, to record the reduction of the Company's share capital in the shareholders' register of the Company.

Second resolution

The Sole Shareholder resolved to amend article 5 of the articles of association of the Company to reflect the above resolution. Consequently article 5 of the Company's articles of association is amended to read as follows:

" **Art. 5. Share capital.** The share capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares, having a nominal value of one euro (EUR 1) each, fully paid-up.

In addition to the issued share capital, a premium account may be set up into which any premium paid on any share in addition to its value is transferred. The amount in the premium account may be used to provide for the payment of any shares that the Company may repurchase from its shareholder(s), to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholder(s) in the form of a dividend or to allocate funds to the legal reserve."

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of this general meeting are estimated at two thousand four hundred euro (EUR 2,400).

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing persons, it is stated that in case of divergences between the English and the French versions, the English version shall prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day mentioned at the beginning of this deed.

This deed having been read to the proxy-holder of the appearing person, he signed the present deed together with the notary.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le quinze décembre.

Par-devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire, de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

DNI Europe Holdings Limited, une société de droit anglais, ayant son siège social Discovery House, Chiswick Park Building 2, 566 Chiswick High Road, Londres W4 5YB, Royaume-Uni, enregistrée au Companies House sous le numéro 07629045,

ici représentée par Monsieur Ambroise FOERSTER, Avocat à la Cour, ayant son adresse professionnelle au 37A, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une (1) procuration donnée sous seing privé à Londres, Royaume-Uni le 15 décembre 2014.

Laquelle procuration, après avoir été signées «ne varietur» par la parties comparante à l'acte et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes, pour être enregistrée avec elles.

Laquelle partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire de constater ce qui suit:

I. La partie comparante est l'associé unique (l'"Associé Unique") détenant toutes les parts sociales représentant la totalité du capital social de Discovery Luxembourg 2 S.à r.l, une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social au 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 175.430, constituée par un acte notaire instrumentant du 4 février 2013 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 18 avril 2013, numéro 921, et dont les statuts n'ont pas été modifiés depuis (la "Société").

II. Le capital social de la Société est fixé à cent cinq millions six cent quinze mille euros (105.615.000.- EUR), représenté par cent cinq millions six cent quinze mille (105.615.000) parts sociales, d'une valeur nominale d'un euro (1.- EUR) chacune.

III. L'ordre du jour de l'assemblée générale s'établit comme suit:

Ordre du jour

1. Réduction du capital de la Société à concurrence d'un montant de cent cinq millions six cent deux mille cinq cents euros (105.602.500.-EUR), par l'annulation de cent cinq millions six cent deux mille cinq cents (105.602.500) Parts Sociales, détenues par DNI Europe Holdings Limited, pré-qualifiée et allocation du montant correspondant au compte de réserve (compte 1383 "autres réserves disponibles") de la Société;

2. Modification de l'article 5 des statuts de la Société, pour les mettre en concordance avec la résolution qui précède; et

3. Divers.

IV. L'Associé Unique adopta ensuite les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide de réduire le capital de la Société à concurrence d'un montant de cent cinq millions six cent deux mille cinq cents euros (105.602.500.- EUR), afin de le ramener d'un montant actuel de cent cinq millions six cent quinze mille euros (105.615.000.-EUR) à un montant de douze mille cinq cents euros (12.500.- EUR), par l'annulation de cent cinq millions six cent deux mille cinq cents (105.602.500) Parts Sociales, ayant une valeur nominale de un euro (1.- EUR) chacune, détenues par Europe Holdings Limited, pré-qualifiée.

Le montant total de cent cinq millions six cent deux mille cinq cents euros (105.602.500.- EUR), correspondant à la valeur nominale des cent cinq millions six cent deux mille cinq cents (105.602.500) Parts Sociales annulées, sera alloué au compte de réserve (compte 1383 "autres réserves disponibles") de la Société.

L'Associé Unique confirme que toutes les dettes de la Société vis-à-vis de ses créanciers ont été payées et, par conséquent, donne instruction aux gérants de la Société de procéder à l'allocation d'un montant de cent cinq millions six cent deux mille cinq cents euros (105.602.500.- EUR) au compte de réserve (compte 1383 "autres réserves disponibles") de la Société immédiatement.

L'Associé Unique s'engage également à (i) garantir les gérants de la Société contre toute action qui serait intentée par les créanciers de la Société, concernant les dettes existantes à la date de la présente assemblée générale, qui viendraient à échéance après cette date, à la suite de la comptabilisation de ce montant de cent cinq millions six cent deux mille cinq cents euros (105.602.500.- EUR) dans le compte de réserve (compte 1383 "autres réserves disponibles") de la Société et de l'éventuelle distribution ultérieure de ce montant et (ii) constituer, le cas échéant, de nouvelles garanties au profit de ces créanciers, afin de garantir le paiement des dettes dont question ci-dessus, après la date de la présente assemblée générale.

L'Associé Unique décide également de déléguer à tous gérants de la Société, chacun agissant seul, le pouvoir d'enregistrer la réduction du capital social dans le registre d'associés de la Société.

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide de modifier l'article 5 des statuts de la Société afin de de les mettre en concordance avec la résolution adoptée ci-dessus. Par conséquent l'article 5 des statuts de la Société est modifié pour se lire comme suit:

" **Art. 5. Capital social.** Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500.- EUR), représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales, d'une valeur nominale d'un euro (1.- EUR) chacune, entièrement libérées.

En plus du capital social émis, un compte prime d'émission peut être établi sur lequel seront transférées toutes les primes d'émission payées sur les parts sociales en plus de leur valeur comptable. Le solde de ce compte prime d'émission peut être utilisé pour régler le prix des parts sociales que la Société rachète à son (ses) associé(s), pour compenser toutes pertes nettes réalisées, pour distribuer des dividendes à son (ses) associé(s) ou pour affecter des fonds à la réserve légale."

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de la présente assemblée générale s'élève à environ deux mille quatre cents euros (2.400.- EUR).

Déclaration

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que les comparants l'ont requis d'établir le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et l'ont requis d'acter qu'en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparantes, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: A. Foerster et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 17 décembre 2014. LAC/2014/60903. Reçu soixante-quinze euros (75.- €).

Le Receveur (signé): Irène Thill.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Référence de publication: 2014206835/160.

(140230761) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

Rima SA, Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 681, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 59.891.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014204802/9.

(140227423) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Carnot Technologies S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2210 Luxembourg, 38, Napoléon 1er.

R.C.S. Luxembourg B 191.692.

L'an deux mille quatorze, le quatrième jour du mois de décembre;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire (l'"Assemblée") des actionnaires de "CARNOT TECHNOLOGIES S.A.", une société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, établie et ayant son siège social à L-2210 Luxembourg, 38, boulevard Napoléon I^{er}, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 191692, (la "Société"), constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 24 octobre 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 3648 du 1^{er} décembre 2014.

L'Assemblée est ouverte sous la présidence de Madame Jutta MERTES, employée, demeurant professionnellement à L-2210 Luxembourg, 38, boulevard Napoléon I^{er}.

La Présidente désigne Madame Josephine LUCARELLA, employée, demeurant professionnellement à L-2210 Luxembourg, 38, boulevard Napoléon I^{er}, comme secrétaire.

L'Assemblée choisit Monsieur Klaus KRUMNAU, juriste, demeurant professionnellement à L-2210 Luxembourg, 38, boulevard Napoléon I^{er}, comme scrutateur.

Le bureau ayant ainsi été constitué, la Présidente a déclaré et requis le notaire instrumentant d'acter:

A) Que l'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de sept mille neuf cent soixante-cinq euros (7.965,- EUR) afin de le porter de son montant actuel de trente et un mille euros (31.000,- EUR) à trente-huit mille neuf cent soixante-cinq euros (38.965,- EUR), par la création de sept mille neuf cent soixante-cinq (7.965) actions nouvelles d'une valeur nominale d'un euro (1,- EUR) chacune, émises avec une prime d'émission de cinquante-neuf euros (59,- EUR) par action;

2. Renonciation à leur droit préférentiel de souscription en relation avec la souscription des nouvelles actions à émettre par la société par tous les actionnaires actuels à savoir:

Monsieur Olivier RAIMAN,
Monsieur Benoit LELONG,
Monsieur Antoine DE JAEGERE,
Monsieur Liu LIU,
Monsieur Pierre MOLLER,
Monsieur Eric MACDONALD,
Monsieur Vincent GUELFUCCI, et
Monsieur Eric LAPCHIN;

Du fait de cette renonciation, aucun transfert de droit de souscription ne pourra intervenir entre les actionnaires.

3. Souscription des sept mille neuf cent soixante-cinq (7.965) actions nouvelles comme suit:

- Monsieur Vincent GUELFUCCI, cadre directeur logistique, né à Chamalières (France), le 23 janvier 1963, demeurant à F-94100 Saint-Maur-des-Fossés, 2, avenue de la Passerelle, à concurrence de deux mille sept cent trentetrois (2.733) actions,

- Monsieur Eric Arsène MACDONALD, avocat, née à St. Marys (Canada), le 1^{er} Avril 1966, demeurant à 048942 Singapour, 43 Simei Rise #01-47, Savannah Condo Park, à concurrence de deux mille sept cent trente-trois (2.733) actions,

- Monsieur Eric LAPCHIN, avocat, né à Paris (France), le 29 octobre 1956, demeurant à F-92410 Ville d'Avray, 16, rue de la Prairie, à concurrence de huit cent trente-trois (833) actions,

- Monsieur Jacques RAIMAN, retraité, né à Paris (France), le 12 novembre 1933, demeurant à F-92100 Boulogne-Billancourt, 5 Villa Alexandrine, à concurrence de huit cent quatre-vingt-trois (833) actions,

- Monsieur François LARROUX, expert-comptable, né à Paris (France), le 19 septembre 1967, demeurant à F-75015 Paris, 21, rue Cauchy, à concurrence de huit cent trente-trois (833) actions, et

libération intégrale des actions nouvellement émises, ensemble avec la prime d'émission, moyennant apport en numéraire;

4. Modification subséquente du premier alinéa de l'article 5 des statuts;

5. Modification du registre des actionnaires afin d'y faire figurer les modifications ci-dessus avec pouvoir et autorité à tout administrateur de la Société, agissant individuellement, pour procéder à l'inscription dans le registre des actionnaires des actions nouvellement émises;

6. Extension de l'objet social par l'ajout au premier alinéa de l'article 3 des statuts de l'alinéa suivant:

“La Société pourra procéder à l'achat, l'exploitation, la licence et la cession de données et bases de données.”;

7. Divers.

B) Que les actionnaires, présents ou représentés, ainsi que le nombre de actions possédées par chacun d'eux, sont portés sur une liste de présence; cette liste de présence est signée par les actionnaires présents, les mandataires de ceux représentés, les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant.

C) Que les procurations des actionnaires représentés, signées “ne varietur” par les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être formalisées avec lui.

D) Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée et que les actionnaires, présents ou représentés, déclarent avoir été dûment notifiés et avoir eu connaissance de l'ordre du jour préalablement à cette Assemblée et renoncer aux formalités de convocation d'usage, aucune autre convocation n'était nécessaire.

E) Que la présente Assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les objets portés à l'ordre du jour.

Ensuite l'Assemblée, après délibération, a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de sept mille neuf cent soixante-cinq euros (7.965,- EUR) afin de le porter de son montant actuel de trente et un mille euros (31.000,- EUR) à trente-huit mille neuf cent soixante-cinq euros (38.965,- EUR), par la création de sept mille neuf cent soixante-cinq (7.965) actions nouvelles d'une valeur nominale d'un euro (1,- EUR) chacune, émises avec une prime d'émission de cinquante-neuf euros (59,- EUR) par action et jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes.

Deuxième résolution

L'Assemblée constate que tous les actionnaires existants ont renoncé à leur droit de souscription préférentiel concernant la souscription des nouvelles actions à émettre par la Société, à savoir Messieurs Olivier RAIMAN, Benoit LELONG, Antoine DE JAEGERE, Liu LIU, Pierre MOLLER, Eric MACDONALD, Vincent GUELFUCCI et Eric LAPCHIN.

Du fait de cette renonciation, aucun transfert de droit de souscription ne pourra intervenir entre les actionnaires.

Souscription - Libération

L'Assemblée reconnaît, qu'avec l'agrément de tous les actionnaires, les sept mille neuf cent soixante-cinq (7.965) actions nouvelles ont été souscrites par:

- Monsieur Vincent GUELFUCCI, cadre directeur logistique, né à Chamalières (France), le 23 janvier 1963, demeurant à F-94100 Saint-Maur-des-Fossés, 2, avenue de la Passerelle, à concurrence de deux mille sept cent trente-trois (2.733) actions,

- Monsieur Eric Arsène MACDONALD, avocat, née à St. Marys (Canada), le 1^{er} avril 1966, demeurant à 048942 Singapour, 43 Simei Rise #01-47, Savannah Condo Park, à concurrence de deux mille sept cent trente-trois (2.733) actions,...

- Monsieur Eric LAPCHIN, avocat, né à Paris (France), le 29 octobre 1956, demeurant à F-92410 Ville d'Avray, 16, rue de la Prairie, à concurrence de huit cent trente-trois (833) actions,...

- Monsieur Jacques RAIMAN, retraité, né à Paris (France), le 12 novembre 1933, demeurant à F-92100 Boulogne-Billancourt, 5 Villa Alexandrine, à concurrence de huit cent quatre-vingt-trois (833) actions,...

- Monsieur François LARROUX, expert-comptable, né à Paris (France), le 19 septembre 1967, demeurant à F-75015 Paris, 21, rue Cauchy, à concurrence de huit cent trente-trois (833) actions,

et entièrement libérées, ensemble avec la prime d'émission, par lesdits souscripteurs moyennant un versement en numéraire, de sorte que le montant total de quatre cent soixante-dix-sept mille neuf cent euros (477.900,- EUR), faisant sept mille neuf cent soixante-cinq euros (7.965,- EUR) pour l'augmentation de capital et quatre cent soixante-neuf mille neuf cent trente-cinq euros (469.935,- EUR) pour la prime d'émission, se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été prouvé au notaire instrumentant par une attestation bancaire, qui le constate expressément.

Troisième résolution

L'Assemblée décide d'accepter lesdites souscriptions et lesdites libérations et d'attribuer les sept mille neuf cent soixante-cinq (7.965) actions à chacun des souscripteurs comme mentionné ci-dessus.

Quatrième résolution

En conséquence des résolutions adoptées ci-dessus, l'Assemblée décide de modifier l'article 5 des Statuts afin de lui donner la teneur suivante:

“ **Art. 5.** Le capital social est fixé à trente-huit mille neuf cent soixante-cinq euros (38.965,- EUR), représenté par trente-huit mille neuf cent soixante-cinq (38.965) actions d'une valeur nominale d'un euro (1,- EUR) chacune, entièrement libérées et qui ouvrent les mêmes droits à tout égard.”

Cinquième résolution

L'Assemblée décide de modifier le registre des actionnaires afin d'y faire figurer les modifications ci-dessus et d'accorder pouvoir et autorité à tout administrateur de la Société, agissant individuellement, pour procéder pour le compte de la Société à l'inscription dans le registre des actionnaires des actions nouvellement émises.

Aucun autre point n'étant porté à l'ordre du jour de l'Assemblée et aucun des actionnaires présents ou représentés ne demandant la parole, le Président a ensuite clôturé l'Assemblée.

Sixième résolution

L'Assemblée décide d'étendre l'objet social par ajout des termes suivants au premier 1 de l'article 3 des Statuts:

“La Société pourra procéder à l'achat, l'exploitation, la licence et la cession de données et bases de données.”

Conséquemment ledit alinéa aura dorénavant la teneur suivante:

“La Société pourra acquérir par voie de participation, de prise ferme ou d'option d'achat, tous brevets, marques, licences, marques de service, savoir-faire, ainsi que tous autres droits industriels, commerciaux ou de propriété intellectuelle, et plus généralement les détenir et accorder des licences, sous-licences, les vendre ou en disposer, en tout ou partie, aux conditions que la Société jugera appropriées et sous-traiter la gestion et le développement de ces droits, marques, brevets et licences et obtenir et faire tous enregistrements requis à cet effet. La Société pourra procéder à l'achat, l'exploitation, la licence et la cession de données et bases de données.”

L'Assemblée décide de modifier l'article 3 des Statuts en conséquence de cette résolution.

Aucun autre point n'étant porté à l'ordre du jour de l'Assemblée et personne ne demandant la parole, le Président a ensuite clôturé l'Assemblée.

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, est évalué approximativement à deux mille trois cents euros.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms, état civil et domiciles, lesdits comparants ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: J. MERTES, J. LUCARELLA, K. KRUMNAU, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 9 décembre 2014. LAC/2014/58967. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Référence de publication: 2014206783/143.

(140231406) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

Tuneinvest SPF S.A., Société Anonyme - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 29, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 192.966.

STATUTS

L'an deux mille quatorze, le onze décembre.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

MONTEREY BUSINESS CENTER S.A., RCS Luxembourg B 58166, ayant son siège social à L-1140 Luxembourg, 113, route d'Arlon,

ici représentée par son administrateur unique, Monsieur Jean Naveaux, demeurant professionnellement à L-1140 Luxembourg, 113, route d'Arlon,

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentaire de dresser les statuts (ci-après, les Statuts) d'une société anonyme qu'elle déclare constituer et qu'elle a arrêté comme suit:

Art. 1^{er}. Forme - Dénomination. Il est établi une société anonyme sous la dénomination de "TUNEINVEST SPF S.A." (ci-après, la Société).

La Société peut avoir un associé unique ("Associé Unique") ou plusieurs actionnaires. La société ne pourra pas être dissoute par la mort, la suspension des droits civiques, la faillite, la liquidation ou la banqueroute de l'Associé Unique.

Art. 2. Siège Social. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg (Luxembourg). Il pourra être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par simple décision du conseil d'administration de la Société (le Conseil d'Administration) ou, dans le cas d'un administrateur unique (l'Administrateur Unique) par une décision de l'Administrateur Unique.

Lorsque le Conseil d'Administration estime que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire de nature à compromettre l'activité normale au siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger se produiront ou seront imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, qui restera une société luxembourgeoise.

Art. 3. Durée de la Société. La Société est constituée pour une période indéterminée.

La Société peut être dissoute, à tout moment, par résolution de l'Assemblée Générale (telle que définie ci-après) de la Société statuant comme en matière de modifications des Statuts, tel que prescrit à l'article 22. ci-après.

Art. 4. Objet Social. La société a pour objet exclusif l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'actifs financiers tels que définis à l'article 2 de la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF»).

Art. 5. Capital Social. Le capital social souscrit est fixé à EUR 32.000 (trente-deux mille euros) représenté par 100 (cent) actions ordinaires sous forme nominative d'une valeur nominale de EUR 320 (trois cent vingt euros) chacune.

Le capital social souscrit de la Société pourra être augmenté ou réduit par une résolution prise par l'Assemblée Générale statuant comme en matière de modifications des Statuts, tel que prescrit à l'article 22. ci-après.

Art. 6. Actions. Les actions de la société peuvent être créées au choix du propriétaire en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

Les titres peuvent aussi être nominatifs ou au porteur, au gré de l'actionnaire.

Les actions de la Société sont réservées aux investisseurs définis à l'article 3 de la loi du 11 mai 2007 La Société pourra racheter ses propres actions dans les limites prévues par la loi.

Art. 7. Transfert des Actions. Le transfert des actions peut se faire par une déclaration écrite de transfert inscrite au registre de(s) actionnaire(s) de la Société, cette déclaration de transfert devant être datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par des personnes détenant les pouvoirs de représentation nécessaires pour agir à cet effet ou, conformément aux dispositions de l'article 1690 du code civil luxembourgeois relatives à la cession de créances.

La Société pourra également accepter comme preuve de transfert d'actions, d'autres instruments de transfert, dans lesquels les consentements du cédant et du cessionnaire sont établis, jugés suffisants par la Société.

Art. 8. Obligations. Les obligations peuvent aussi être nominatives ou au porteur.

Art. 9. Réunions de l'assemblée des actionnaires de la Société. Dans l'hypothèse d'un associé unique, l'Associé Unique aura tous les pouvoirs conférés à l'Assemblée Générale. Dans ces Statuts, toute référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'Assemblée Générale sera une référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'Associé Unique tant que la Société n'a qu'un associé unique. Les décisions prises par l'Associé Unique sont enregistrées par voie de procès-verbaux.

Dans l'hypothèse d'une pluralité d'actionnaires, toute assemblée générale des actionnaires de la Société (l'Assemblée Générale) régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

L'Assemblée Générale annuelle se tiendra conformément à la loi luxembourgeoise à Luxembourg au siège social de la Société ou à tout autre endroit de la commune du siège indiqué dans les convocations, chaque année le premier vendredi de juin à 12:00 heures. Si ce jour est férié pour les établissements bancaires à Luxembourg, l'Assemblée Générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

L'Assemblée Générale pourra se tenir à l'étranger si le Conseil d'Administration constate souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

Les autres Assemblées Générales pourront se tenir aux lieux et heures spécifiés dans les avis de convocation.

Tout actionnaire de la Société peut participer à l'Assemblée Générale par conférence téléphonique, visio-conférence ou tout autre moyen de communication similaire grâce auquel (i) les actionnaires participant à la réunion de l'Assemblée Générale peuvent être identifiés, (ii) toute personne participant à la réunion de l'Assemblée Générale peut entendre et parler avec les autres participants, (iii) la réunion de l'Assemblée Générale est retransmise en direct et (iv) les actionnaires peuvent valablement délibérer, la participation à une réunion de l'Assemblée Générale par un tel moyen de communication équivaudra à une participation en personne à une telle réunion.

Art. 10. Délais de convocation, quorum, procurations, avis de convocation. Les délais de convocation et quorum requis par la loi seront applicables aux avis de convocation et à la conduite de l'Assemblée Générale, dans la mesure où il n'en est pas disposé autrement dans les Statuts.

Chaque action donne droit à une voix.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi ou par les Statuts, les décisions de l'Assemblée Générale dûment convoqués sont prises à la majorité simple des actionnaires présents ou représentés et votants.

Chaque actionnaire pourra prendre part aux assemblées générales des actionnaires de la Société en désignant par écrit, soit en original, soit par télécopie, par câble, par télégramme, par télex ou par courriel muni d'une signature électronique conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise une autre personne comme mandataire.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés à l'Assemblée Générale, et déclarent avoir été dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée générale des actionnaires de la Société, celle-ci pourra être tenue sans convocation préalable.

Les actionnaires peuvent voter par écrit (au moyen d'un bulletin de vote) sur les projets de résolutions soumis à l'Assemblée Générale à la condition que les bulletins de vote incluent (1) les nom, prénom adresse et signature des actionnaires, (2) l'indication des actions pour lesquelles l'actionnaire exercera son droit, (3) l'agenda tel que décrit dans la convocation et (4) les instructions de vote (approbation, refus, abstention) pour chaque sujet de l'agenda. Les bulletins de vote originaux devront être envoyés à la Société 72 (soixante-douze) heures avant la tenue de l'Assemblée Générale.

Art. 11. Administration de la Société. Dans ces Statuts, toute référence au Conseil d'Administration sera une référence à l'Administrateur Unique (tel que défini ci-après) (dans l'hypothèse où la Société n'a qu'un seul administrateur) tant que la Société a un associé unique.

Tant que la Société n'a qu'un associé unique, la Société peut être administrée seulement par un administrateur unique qui n'a pas besoin d'être l'associé unique de la Société (l'Administrateur Unique). Si la Société a plus d'un actionnaire, la Société sera administrée par un Conseil d'Administration comprenant au moins trois membres, lesquels ne seront pas nécessairement actionnaires de la Société. Dans ce cas, l'Assemblée Générale doit nommer au moins 2 (deux) nouveaux administrateurs en plus de l'Administrateur Unique en place. L'Administrateur Unique ou, le cas échéant, les administrateurs seront élus pour un terme ne pouvant excéder six ans et ils seront rééligibles.

Toute référence dans les Statuts au Conseil d'Administration sera une référence à l'Administrateur Unique (lorsque la Société n'a qu'un associé unique) tant que la Société a un associé unique.

Lorsqu'une personne morale est nommée administrateur de la Société (la Personne Morale), la Personne Morale doit désigner un représentant permanent qui représentera la Personne Morale conformément à l'article 51bis de la loi luxembourgeoise en date du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle qu'amendée (la Loi sur les Sociétés de 1915).

Le(s) administrateur(s) seront élus par l'Assemblée Générale. Les actionnaires de la Société détermineront également le nombre d'administrateurs, leur rémunération et la durée de leur mandat. Un administrateur peut être révoqué avec ou sans motif et/ou peut être remplacé à tout moment par décision de l'Assemblée Générale.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur pour cause de décès, de retraite ou toute autre cause, les administrateurs restants pourront élire, à la majorité des votes, un administrateur pour pourvoir au remplacement du poste devenu vacant jusqu'à la prochaine Assemblée Générale. En l'absence d'administrateur disponible, l'Assemblée Générale devra être rapidement réunie par le commissaire aux comptes et se tenir pour nommer de nouveaux administrateurs.

Art. 12. Réunion du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration doit nommer un président (le Président) parmi ses membres et peut désigner un secrétaire, administrateur ou non, qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration et des décisions de l'Assemblée Générale ou de l'Associé Unique. Le Président présidera toutes les réunions du Conseil d'Administration et de l'Assemblée Générale. En son absence, l'Assemblée Générale ou les autres membres du Conseil d'Administration, le cas échéant, nommeront un président pro tempore qui présidera la réunion en question, par un vote à la majorité simple des administrateurs présents ou par procuration à la réunion en question.

Les réunions du Conseil d'Administration seront convoquées par le Président ou par deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation qui sera au Luxembourg.

Avis écrit de toute réunion du Conseil d'Administration sera donné à tous les administrateurs au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature (et les motifs) de cette urgence seront mentionnés brièvement dans l'avis de convocation.

La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les administrateurs de la Société sont présents ou représentés lors du Conseil d'Administration et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation écrite avec l'accord de chaque administrateur de la Société donné par écrit soit en original, soit par télécopie, câble, télégramme, par télex ou par courriel muni d'une signature électronique conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du Conseil d'Administration se tenant à une heure et à un endroit prévus dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil d'Administration.

Tout membre du Conseil d'Administration peut se faire représenter à toute réunion du Conseil d'Administration en désignant par écrit soit en original, soit par télécopie, câble, télégramme, par télex ou par courriel muni d'une signature électronique conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise, un autre administrateur comme son mandataire.

Un membre du Conseil d'Administration peut représenter plusieurs autres membres empêchés du Conseil d'Administration à la condition qu'au moins deux membres du Conseil d'Administration soient physiquement présents ou assistent à la réunion du Conseil d'Administration par le biais de tout moyen de communication qui est conforme aux exigences du paragraphe qui suit.

Tout administrateur peut participer à la réunion du Conseil d'Administration par conférence téléphonique, visioconférence ou tout autre moyen de communication similaire grâce auquel (i) les administrateurs participant à la réunion du Conseil d'Administration peuvent être identifiés, (ii) toute personne participant à la réunion du Conseil d'Administration peut entendre et parler avec les autres participants, (iii) la réunion du Conseil d'Administration est retransmise en direct et (iv) les membres du Conseils d'Administration peuvent valablement délibérer; la participation à une réunion du Conseil d'Administration par un tel moyen de communication équivaudra à une participation en personne à une telle réunion.

Le Conseil d'Administration ne pourra délibérer et/ou agir valablement que si la majorité au moins des administrateurs est présente ou représentée à une réunion du Conseil d'Administration. Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés lors de ce Conseil d'Administration. Au cas où lors d'une réunion, il existe une parité des votes pour et contre une résolution, la voix du Président de la réunion ne sera pas prépondérante.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du Conseil d'Administration peut également être prise par voie circulaire pourvu qu'elle soit précédée par une délibération entre administrateurs par des moyens tels que mentionnés par exemple sous le paragraphe 6 du présent article 12. Une telle résolution doit consister en un seul ou plusieurs documents contenant les résolutions et signés, manuellement ou électroniquement par une signature électronique conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise, par tous les membres du Conseil d'Administration (résolution circulaire). La date d'une telle décision sera la date de la dernière signature.

L'article 12 ne s'applique pas au cas où la Société est administrée par un Administrateur Unique.

Art. 13. Procès-verbal de réunion du Conseil d'Administration et des résolutions de l'Administrateur Unique. Les résolutions prises par l'Administrateur Unique seront inscrites dans des procès-verbaux tenus au siège social de la Société.

Les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration seront signés par le Président qui en aura assumé la présidence. Les procès-verbaux des résolutions prises par l'Administrateur Unique seront signés par l'Administrateur Unique.

Les copies ou extraits de procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le Président, deux membres du Conseil d'Administration ou l'Administrateur Unique, le cas échéant.

Art. 14. Pouvoirs du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus larges pour accomplir tous les actes de disposition et d'administration dans l'intérêt de la Société. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi sur les Sociétés de 1915 ou par les Statuts à l'Assemblée Générale sont de la compétence du Conseil d'Administration.

Art. 15. Délégation de pouvoirs. Le Conseil d'Administration peut nommer un délégué à la gestion journalière, actionnaire ou non membre du Conseil d'Administration ou non, qui aura les pleins pouvoirs pour agir au nom de la Société pour tout ce qui concerne la gestion journalière.

Le Conseil d'Administration peut nommer une personne, actionnaire ou non, administrateur ou non, en qualité de représentant permanent de toute entité dans laquelle la Société est nommée membre du conseil d'administration. Ce représentant permanent agira de son propre chef, mais au nom et pour le compte de la Société et engagera la Société en sa qualité de membre du conseil d'administration de toute telle entité.

Le Conseil d'Administration est aussi autorisé à nommer une personne, administrateur ou non, sans l'autorisation préalable de l'Assemblée Générale, pour l'exécution de missions spécifiques à tous les niveaux de la Société.

Art. 16. Signatures autorisées. La Société sera engagée, en toutes circonstances (y compris dans le cadre de la gestion journalière), vis-à-vis des tiers par (i) la seule signature d'un administrateur de la Société, ou (ii) dans le cas d'un administrateur unique, la signature de l'Administrateur Unique, ou (iii) par l'unique signature de toute personne à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le Conseil d'Administration et ce dans les limites des pouvoirs qui leur auront été conférés.

Art. 17. Conflit d'intérêts. Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et une quelconque autre société ou entité ne seront affectés ou invalidés par le fait qu'un ou plusieurs administrateurs ou fondés de pouvoir de la Société auraient un intérêt personnel dans, ou sont administrateur, associé, fondé de pouvoir ou employé d'une telle société ou entité.

Tout administrateur ou fondé de pouvoir de la Société, qui est administrateur, fondé de pouvoir ou employé d'une société ou entité avec laquelle la Société contracterait ou s'engagerait autrement en affaires, ne pourra, en raison de sa position dans cette autre société ou entité, être empêchée de délibérer, de voter ou d'agir en relation avec un tel contrat ou autre affaire.

Au cas où un administrateur de la Société aurait un intérêt personnel et contraire dans une quelconque affaire de la Société, cet administrateur devra informer le Conseil d'Administration de son intérêt personnel et contraire et il ne délibérera et ne prendra pas part au vote sur cette affaire; rapport devra être fait au sujet de cette affaire et de l'intérêt personnel de cet administrateur à la prochaine Assemblée Générale. Ce paragraphe ne s'applique pas tant que la Société est administrée par un Administrateur Unique.

Tant que la Société est administrée par un Administrateur Unique, les procès-verbaux de l'Assemblée Générale devront décrire les opérations dans lesquelles la Société et l'Administrateur Unique se sont engagés et dans lesquelles l'Administrateur Unique a un intérêt opposé à celui de la Société.

Les deux paragraphes qui précèdent ne s'appliquent pas aux résolutions du Conseil d'Administration ou de l'Administrateur Unique concernant les opérations réalisées dans le cadre ordinaire des affaires courantes de la Société lesquelles sont conclues à des conditions normales.

Art. 18. Commissaire aux comptes. Les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes. Le commissaire aux comptes sera élu pour une période n'excédant pas six ans et il sera rééligible.

Le commissaire aux comptes sera nommé par l'Assemblée Générale qui détermine leur nombre, leur rémunération et la durée de leur fonction. Le commissaire aux comptes en fonction peut être révoqué à tout moment, avec ou sans motif, par l'Assemblée Générale.

Art. 19. Exercice social. L'exercice social commencera le 1^{er} janvier de chaque année et se terminera le 31 décembre de chaque année.

Art. 20. Affectation des Bénéfices. Il sera prélevé sur le bénéfice net annuel de la Société 5% (cinq pour cent) qui seront affectés à la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve légale aura atteint 10% (dix pour cent) du capital social de la Société tel qu'il est fixé ou tel que celui-ci aura été augmenté ou réduit de temps à autre, conformément à l'article 5 des Statuts.

L'Assemblée Générale décidera de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel et décidera seule de payer des dividendes de temps à autre, comme elle estime à sa discrétion convenir au mieux à l'objet et à la politique de la Société.

Les dividendes pourront être payés en euros ou en toute autre devise choisie par le Conseil d'Administration et devront être payés au lieu et place choisis par le Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration peut décider de payer des dividendes intérimaires sous les conditions et dans les limites fixées par la Loi sur les Sociétés de 1915.

Art. 21. Dissolution et Liquidation. La Société peut être dissoute, à tout moment, par une décision de l'Assemblée Générale de la Société statuant comme en matière de modifications des Statuts, tel que prescrit à l'article 22 ci-après. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales), et qui seront nommés par la décision de l'Assemblée Générale décidant cette liquidation. L'Assemblée Générale déterminera également les pouvoirs et la rémunération du ou des liquidateurs.

Art. 22. Modifications statutaires. Les présents Statuts pourront être modifiés de temps en temps par l'Assemblée Générale extraordinaire dans les conditions de quorum et de majorité requises par la Loi sur les Sociétés de 1915.

Art. 23. Droit applicable. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF»), ainsi que leurs modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence aujourd'hui et se terminera le 31 décembre 2014.

La première Assemblée Générale annuelle se tiendra en 2015.

Souscription et libération

Les Statuts de la Société ayant ainsi été arrêtés, le comparant déclare qu'il a souscrit les 100 (cent) actions représentant la totalité du capital social de la Société.

Toutes ces actions ont été libérées par l'Associé Unique à hauteur de 100% par paiement en numéraire, de sorte que le montant de EUR 32.000.- (trente-deux mille euros) est à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées aux articles 26, 26-3 et 26-5 de la Loi sur les Sociétés de 1915, et en constate expressément l'accomplissement. Il confirme en outre que ces Statuts sont conformes aux dispositions de l'article 27 de la Loi sur les Sociétés de 1915.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élèvent approximativement à la somme de EUR 1.200.-

Résolutions de l'associé unique

Le comparant préqualifié, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes:

1. le nombre d'administrateurs de la Société est fixé à 1 (un);
2. est nommé Administrateur Unique de la Société la personne suivante:

Monsieur Jean Naveaux, né le 30 avril 1943 à Villers-la-Loue (Belgique), demeurant professionnellement à L-1140 Luxembourg, 113, route d'Arlon.

3. est nommé commissaire aux comptes de la Société:

MONTEREY AUDIT S.à r.l., ayant son siège social à L-2163 Luxembourg, 29, avenue Monterey, RCS Luxembourg B 78.967.

4. le mandat de l'Administrateur Unique et du commissaire aux comptes prendront fin à l'issue de la décision annuelle statutaire de l'Assemblée Générale annuelle de l'année 2020; et

5. le siège social de la société est fixé à L-2163 Luxembourg, 29, avenue Monterey.

Dont acte, fait et passé, date qu'en tête des présentes à Luxembourg.

Et après lecture faite au comparant, il a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: J. NAVEAUX et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 15 décembre 2014. Relation: LAC/2014/60123. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Référence de publication: 2014205030/262.

(140229221) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Gatos 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 193.053.

—
STATUTS

L'an deux mille quatorze, le dix-sept décembre.

Par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

1. Monsieur Said Salim HEJAL, né le 19 décembre 1979 à Paris (F), demeurant Flat 2, First & Second Floors, 45, Sloane Gardens, London SW1 8ED,

ici représenté par Monsieur Jean-Hugues DOUBET, employé, résidant à Luxembourg, en vertu d'une procuration lui donnée sous seing privé.

2. Monsieur Bertrand PERRODO, né le 30 septembre 1984 à Paris (F), demeurant 2 Astwood Mews, London (GB),
ici représenté par Monsieur Jean-Hugues DOUBET, employé, résidant à Luxembourg, en vertu d'une procuration lui donnée sous seing privé.

Lesquelles procurations resteront, après avoir été signées «ne varietur» par le mandataire des comparants et le notaire instrumentant, annexées aux présentes pour être formalisées avec elles.

Lesquels comparants, représentés comme dit ci, ont requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

I. Dénomination - Siège social - Objet social - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Il est établi une société à responsabilité limitée sous la dénomination «GATOS 1 S.à r.l.» (la Société), qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi) et par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1 Le siège social est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance. Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

2.2 Il peut être créé par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance, des succursales, filiales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger. Lorsque le gérant unique ou le conseil de gérance estime que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société qui restera une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1 La Société a pour objet toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise se présentant sous forme de société de capitaux ou de société de personnes, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

3.2 La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, ainsi que tous transferts de propriété immobiliers ou mobiliers.

3.3 Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, la mise en valeur et à la cession d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprises, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevet, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement.

3.4 La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission d'actions et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances. La Société pourra prêter des fonds, en ce compris, sans limitation, ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations ou de valeurs, à ses filiales, sociétés affiliées et/ou à toute autre société (ce y compris ses associés). Elle peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges toute ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs afin de garantir ses propres obligations et engagements et/ou obligations et engagements de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et/ou en faveur de toute autre société ou personne (ce y compris ses associés).

3.5 La Société peut également réaliser son activité par l'intermédiaire de succursales au Luxembourg ou à l'étranger.

3.6 Elle pourra également procéder à l'acquisition, la gestion, l'exploitation, la vente ou la location de tous immeubles, meublés, non meublés et généralement faire toutes opérations immobilières à l'exception de celles de marchands de biens. Elle pourra aussi placer et gérer ses liquidités. En général, la Société pourra faire toutes opérations à caractère patrimonial, mobilières, immobilières, commerciales, industrielles ou financières, ainsi que toutes transactions et opérations de nature à promouvoir et à faciliter directement ou indirectement la réalisation de l'objet social ou son extension.

Art. 4. Durée.

4.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

4.2 La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de l'interdiction, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1 Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), représenté par cent (100) parts sociales sous forme nominative d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (EUR 125,-) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2 Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit en une seule ou plusieurs fois par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales.

6.1 Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

6.2 Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

6.3 Les parts sociales sont librement transmissibles entre associés et, en cas d'associé unique, à des tiers.

En cas de pluralité d'associés, la cession de parts sociales à des non-associés n'est possible qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

La cession de parts sociales n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après qu'elle ait été notifiée à la Société ou acceptée par elle en conformité avec les dispositions de l'article 1690 du code civil.

Pour toutes autres questions, il est fait référence aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi.

6.4 Un registre des associés sera tenu au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi où il pourra être consulté par chaque associé.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Conseil de gérance.

7.1 La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, lesquels ne sont pas nécessairement des associés et qui seront nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés laquelle fixera la durée de leur mandat. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un Conseil de gérance.

7.2 Les membres du Conseil peuvent ou non être répartis en deux catégories, nommés respectivement «Gérants de catégorie A» et «Gérants de catégorie B».

7.3 Les gérants sont révocables ad nutum.

Art. 8. Pouvoirs du conseil de gérance.

8.1 Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance, qui aura tous pouvoirs pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social.

8.2 Des pouvoirs spéciaux et limités pour des tâches spécifiques peuvent être délégués à un ou plusieurs agents, associés ou non, par tout gérant.

Art. 9. Procédure.

9.1 Le conseil de gérance se réunira aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige ou sur convocation d'un des gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

9.2 Il sera donné à tous les gérants un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature (et les motifs) de cette urgence seront mentionnés brièvement dans l'avis de convocation de la réunion du conseil de gérance.

9.3 La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les gérants de la Société sont présents ou représentés lors de la réunion et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation avec l'accord de chaque gérant de la Société donné par écrit soit en original, soit par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique.

9.4 Tout gérant pourra se faire représenter aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit un autre gérant comme son mandataire.

9.5 Le conseil de gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité des gérants est présente ou représentée et, si des Gérants de catégorie A et des Gérants de catégorie B ont été nommés, que si au moins un Gérant de catégorie A et un Gérant de catégorie B sont présents ou représentés. Les décisions du conseil de gérance sont prises valablement à la majorité des voix des gérants présents ou représentés et, si des Gérants de catégorie A et des Gérants de catégorie B ont été nommés, ces résolutions ont été approuvées par au moins un Gérant de catégorie A et un gérant de catégorie B. Les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance seront signés par tous les gérants présents ou représentés à la réunion.

9.6 Tout gérant peut participer à la réunion du conseil de gérance par téléphone ou vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre et se parler. La participation à la réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à la réunion.

9.7 Les résolutions circulaires signées par tous les gérants seront considérées comme étant valablement adoptées comme si une réunion du conseil de gérance dûment convoquée avait été tenue. Les signatures des gérants peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou téléfax.

Art. 10. Représentation.

10.1 La Société sera engagée, en tout circonstance, vis-à-vis des tiers par la seule signature du gérant unique et, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux gérants.

10.2 Dans l'éventualité où deux catégories de Gérants sont créées (Gérant de catégorie A et Gérant de catégorie B), la Société sera obligatoirement engagée par la signature conjointe d'un Gérant de catégorie A et d'un Gérant de catégorie B.

10.3 La Société sera aussi engagée par la signature conjointe ou unique de toute personne à qui de tels pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément à l'article 8.2. des Statuts.

Art. 11. Responsabilités des gérants. Les gérants ne contractent à raison de leur fonction aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont pris en conformité avec les Statuts et les dispositions de la Loi.

IV. Assemblée Générale des associés

Art. 12. Pouvoirs et droits de vote.

12.1 L'associé unique exerce tous les pouvoirs qui sont attribués par la Loi à l'assemblée générale des associés.

12.2 Chaque associé possède des droits de vote proportionnels au nombre de parts sociales détenues par lui.

12.3 Tout associé pourra se faire représenter aux assemblées générales des associés de la Société en désignant par écrit, soit par lettre, télégramme, télex, téléfax ou courrier électronique une autre personne comme mandataire.

Art. 13. Forme - Quorum - Majorité.

13.1 Lorsque le nombre d'associés n'excède pas vingt-cinq associés, les décisions des associés pourront être prises par résolution circulaire dont le texte sera envoyé à chaque associé par écrit, soit en original, soit par télégramme, télex, téléfax ou courrier électronique. Les associés exprimeront leur vote en signant la résolution circulaire. Les signatures des associés apparaîtront sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou téléfax.

13.2 Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social.

13.3 Toutefois, les résolutions prises pour la modification des Statuts ou pour la dissolution et la liquidation de la Société seront prises à la majorité des voix des associés représentant au moins les trois quarts du capital social de la Société.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices

Art. 14. Exercice social.

14.1 L'exercice social commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente et un décembre de chaque année.

14.2 Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Sociétés sont arrêtés et le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

14.3 Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social de la Société.

Art. 15. Affectation des bénéfices.

15.1 Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Il sera prélevé cinq pour cent (5%) sur le bénéfice net annuel de la Société qui sera affecté à la réserve légale jusqu'à ce que cette réserve atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

15.2 Nonobstant les dispositions précédentes, le Conseil de Gérance peut décider de payer des dividendes intérimaires aux Associés avant la fin de l'exercice social sur la base d'un état de comptes montrant que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que (i) le montant à distribuer ne peut pas excéder, si applicable, les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes allouées à la réserve établie selon la Loi ou selon ces Statuts et que (ii) de telles sommes distribuées qui ne correspondent pas aux bénéfices effectivement réalisés seront remboursées par les Associés.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 16. Dissolution - Liquidation.

16.1 En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés qui fixera leurs pouvoirs et rémunération. Sauf disposition contraire prévue dans la résolution du (ou des) gérant(s) ou par la Loi, les liquidateurs seront investis des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation des actifs et le paiement des dettes de la Société.

16.2 Le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et après paiement des dettes de la Société sera attribué à l'associé unique, ou en cas de pluralité d'associés, aux associés proportionnellement au nombre de parts sociales détenues par chacun d'eux dans la Société.

VII. Disposition générale

Art. 17. Loi applicable. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

Disposition transitoire

La première année sociale débutera à la date du présent acte et se terminera au 31 décembre 2015.

Souscription - Libération

Les Statuts de la Société ayant ainsi été arrêtés, les Associés, préqualifiés, représentés comme indiqué ci-dessus, déclarent souscrire cent (100) parts sociales représentant la totalité du capital social de la Société, de la manière suivante:

1. HEJAL Said Salim, prénommé	1 part sociale
2. PERRODO Bertrand, prénommé	99 parts sociales
TOTAL	100 parts sociales

Toutes ces parts sociales sont libérées par les associés à hauteur de 100% (cent pour cent) par paiement en numéraire, de sorte que le montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) est à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Frais

Le comparant a évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution à environ mille trois cents euros (EUR 1.300,-).

Résolutions des associés

Et aussitôt, les associés, représentant l'intégralité du capital social ont pris les résolutions suivantes:

1. Les personnes suivantes sont nommées comme gérants de la Société pour une durée indéterminée:

Gérant de catégorie A:

- Monsieur Said Salim HEJAL, né le 19 décembre 1979 à Paris (F), demeurant Flat 2, First & Second Floors, 45, Sloane Gardens, London SW1 8ED;

Gérants de catégorie B:

- Madame Martine STIEVEN, née le 8 mai 1968 à Aumetz (F), demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg;

- Monsieur Jean-Hugues DOUBET, né le 7 mai 1974 à Strasbourg (F), demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg.

2. Le siège social de la Société est établi à L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête du mandataire de la comparante, le présent acte est établi en français, suivi d'une version anglaise. A la requête de ce même mandataire et en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version française prévaudra.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire des comparants, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Suit la traduction anglaise du texte qui précède:

In the year two thousand fourteen, on the seventeenth day of December.

Before the undersigned Maître Cosita DELVAUX, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

There appeared:

1. Mr. Said Salim HEJAL, born on December 19th, 1979 in Paris (F), residing Flat 2, First & Second Floors, 45, Sloane Gardens, London SW1 8ED (GB),

here represented by Mr Jean-Hugues DOUBET, employee, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given to him under private seal.

2. Mr. Bertrand PERRODO, born on September 30th, 1984 in Paris (F), residing 2 Astwood Mews, Londres SW7 4BE (GB),

here represented by Mr Jean-Hugues DOUBET, employee, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given to him under private seal.

The said proxies, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing parties and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing parties, represented as stated here-above, have requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name "GATOS 1 S.à r.l." (the Company), which will be governed by the laws of Luxembourg, in particular by the law dated August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the Law), as well as by the present articles of association (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the single manager, or as the case may be, by the board of managers of the Company. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the single partner or the general meeting of partners adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

2.2 Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the single manager, or as the case may be, the board of managers of the Company. Where the single manager or the board of managers of the Company determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Object.

3.1 The Company may carry out all transactions relating directly or indirectly to the taking of participating interests in whatsoever form, in any enterprise in the form of a public limited liability company or of a private liability company, as well as the administration, management, control and development of such participations.

3.2 The Company may carry out any commercial, industrial or financial operations, any transactions in respect of real estate or moveable property, which the Company may deem useful to the accomplishment of its purposes.

3.3 In particular the Company may use its funds for the creation, management, development and the disposal of a portfolio comprising all types of transferable securities or patents of whatever origin, take part in the creation, development and control of all enterprises, acquire all securities and patents, either by way of contribution, subscription, purchase or otherwise, option, as well as realize them by sale, transfer, exchange or otherwise.

3.4 The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries, affiliated companies

and/or to any other company (including its partners). It may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or over some of its assets to guarantee its own obligations and undertakings and/or obligations and undertakings of any other company and, generally, for its own benefit and/or the benefit of any other company or person (including its partners).

3.5 The Company may also carry out its business through branches in Luxembourg or abroad.

3.6 The Company may also proceed with the acquisition, management, development, sale and rental of any real estate, whether furnished or not, and in general, carry out all real estate operations with the exception of those reserved to a dealer in real estate and those concerning the placement and management of money. In general, the Company may carry out any patrimonial, movable, immovable, commercial, industrial or financial activity as well as all transactions that aim to promote and facilitate directly or indirectly the accomplishment and development of its purpose.

Art. 4. Duration.

4.1 The Company is formed for an unlimited period of time.

4.2 The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several of the partners.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1 The Company's corporate capital is fixed at twelve thousand five hundred euros (EUR 12.500,-) represented by one hundred (100) shares in registered form with a par value of one hundred twenty-five euros (EUR 125,-) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2 The share capital of the Company may be increased or reduced in one or several times by a resolution of the single partner or, as the case may be, by the general meeting of partners, adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1 Each share entitles the holder to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

6.2 Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.3 Shares are freely transferable among partners or, if there is no more than one partner, to third parties.

In case of plurality of partners, the transfer of shares to non-partners is subject to the prior approval of the general meeting of partners representing at least three quarters of the share capital of the Company.

A share transfer will only be binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the civil code.

For all other matters, reference is being made to articles 189 and 190 of the Law.

6.4 A partners' register will be kept at the registered office of the Company in accordance with the provisions of the Law and may be examined by each partner who so requests.

III. Management - Representation

Art. 7. Board of managers.

7.1 The Company is managed by one or more managers appointed by a resolution of the single partner or the general meeting of partners which sets the term of their office. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not to be partner(s).

7.2 The members of the board might be split in two categories, respectively denominated «Category A Managers» and «Category B Managers».

7.3 The managers may be dismissed ad nutum.

Art. 8. Powers of the board of managers.

8.1 All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles to the general meeting of partners fall within the competence of the single manager or, if the Company is managed by more than one manager, the board of managers, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

8.2 Special and limited powers may be delegated for determined matters to one or more agents, either partners or not, by the manager, or if there are more than one manager, by any manager of the Company.

Art. 9. Procedure.

9.1 The board of managers shall meet as often as the Company's interests so requires or upon call of any manager at the place indicated in the convening notice.

9.2 Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least 24 (twenty-four) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the board of managers.

9.3 No such convening notice is required if all the members of the board of managers of the Company are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telegram, telex, facsimile or e-mail, of each member of the board of managers of the Company.

9.4 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing another manager as his proxy.

9.5 The board of managers can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented and, to the extent Category A Managers and Category B Managers were appointed, at least one Category A Manager and one Category B Manager must be present or represented. Resolutions of the board of managers are validly taken by the majority of the votes cast and, if the board of managers is composed of Category A Managers and Category B Managers such resolutions must be approved by at least one Category A Manager and one Category B Manager. The resolutions of the board of managers will be recorded in minutes signed by all the managers present or represented at the meeting.

9.6 Any manager may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

9.7 Circular resolutions signed by all the managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

Art. 10. Representation.

10.1 The Company shall be bound towards third parties in all matters by the single signature of its sole manager and by the joint signature of two managers in the case of a plurality of managers.

10.2 If the general meeting of partners decides to create two categories of managers (category A and category B), the Company will only be bound by the joint signature of any A Manager together with any B Manager.

10.3 The Company shall further be bound by the joint or single signatures of any persons to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 8.2. of these Articles.

Art. 11. Liability of the managers. The managers assume, by reason of their mandate, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, provided such commitment is in compliance with these Articles as well as the applicable provisions of the Law.

IV. General meetings of partners

Art. 12. Powers and voting rights.

12.1 The single partner assumes all powers conferred by the Law to the general meeting of partners.

12.2 Each partner has voting rights commensurate to its shareholding.

12.3 Each partner may appoint any person or entity as his attorney pursuant to a written proxy given by letter, telegram, telex, facsimile or e-mail, to represent him at the general meetings of partners.

Art. 13. Form - Quorum - Majority.

13.1 If there are not more than twenty-five partners, the decisions of the partners may be taken by circular resolution, the text of which shall be sent to all the partners in writing, whether in original or by telegram, telex, facsimile or e-mail. The partners shall cast their vote by signing the circular resolution. The signatures of the partners may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

13.2 Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by partners owning more than half of the share capital.

13.3 However, resolutions to alter the Articles or to dissolve and liquidate the Company may only be adopted by the majority of the partners owning at least three quarters of the Company's share capital.

V. Annual accounts - Allocation of profits

Art. 14. Accounting Year.

14.1 The accounting year of the Company shall begin on the first of January of each year and end on the thirty-first December of each year.

14.2 Each year, with reference to the end of the Company's accounting year, the Company's accounts are established and the manager or, in case there is a plurality of managers, the board of managers shall prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

14.3 Each partner may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 15. Allocation of Profits.

15.1 The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to the statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

15.2 Notwithstanding the preceding provisions, the Board of Managers may decide to pay interim dividends to the Shareholders before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that (i) the amount to be distributed may not exceed, where applicable, realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or these Articles and that (ii) any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned shall be reimbursed by the Shareholders.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 16. Dissolution - Liquidation.

16.1 In the event of a dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, who do not need to be partners, appointed by a resolution of the single partner or the general meeting of partners which will determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided for in the resolution of the partner(s) or by Law, the liquidators shall be invested with the broadest powers for the realisation of the assets and payments of the liabilities of the Company.

16.2 The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities of the Company shall be paid to the partner or, in the case of a plurality of partners, the partners in proportion to the shares held by each partner in the Company.

VII. General provision

Art. 17. General provision. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory provision

The first accounting year shall begin on the date of this deed and shall end on 31 December 2015.

Subscription - Payment

The Articles of the Company having thus been established, the Shareholders, pre-named, represented as stated above, hereby declare to subscribe to one hundred (100) shares representing the total share capital of the Company as follows:

1. HEJAL Said Salim, prenamed	1 share
2. PERRODO Bertrand, prenamed	99 shares
TOTAL	100 shares

All these shares are paid up by the Shareholders to an extent of one hundred per cent (100%) by payment in cash, so that the amount of twelve thousand five hundred (EUR 12.500,-) paid by the Shareholders is from now on at the free disposal of the Company, evidence thereof having been given to the officiating notary.

Estimate

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand three hundred euro (EUR 1,300.-).

Resolutions of the shareholders

Immediately after the incorporation of the Company, the sole partner, representing the entirety of the subscribed share capital has passed the following resolutions:

1. The following persons are appointed as managers of the Company for an indefinite period:

Manager of category A:

- Mr. Said Salim HEJAL, born on December 19th, 1979 in Paris (F), residing Flat 2, First & Second Floors, 45, Sloane Gardens, London SW1 8ED;

Manager of category B:

- Mrs Martine STIEVEN, born on May 8th, 1968 in Aumetz (F), residing professionally at 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg;

- Mr. Jean-Hugues DOUBET, born on May 7th, 1974 in Strasbourg (F), residing professionally at 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg.

2. The registered office of the Company is set at L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in French followed by a English version and in case of divergences between the French and the English text, the French version will be prevailing.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, said person signed together with the notary the present deed.

Signé: J.-H. DOUBET, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 17 décembre 2014. Relation: LAC/2014/60779. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 décembre 2014.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2014206956/439.

(140231839) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

BI-Invest Endowment Fund, SICAV SIF, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 144.116.

In the year two thousand and fourteen, on the fifteenth of December.

Before Maître Schaeffer, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

Was held

an extraordinary general meeting of the shareholders (the Meeting) of BI-Invest Endowment Fund, SICAV SIF, a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions) incorporated under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 51, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 144.116 (the Company), incorporated on 5 December 2008 pursuant to a deed of Maître Martine Schaeffer, a notary residing in Luxembourg City, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N° 286 on 10 February 2009. The Company's articles of association (the Articles) have since been amended on 19 January 2009 pursuant to a deed drawn up by Maître Martine Schaeffer, a notary resident in Luxembourg City, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N° 397 on 23 February 2009.

The Meeting is chaired by M. Gianpiero SADDI, private employee, with professional address in Luxembourg, as designated by BI-Invest S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 51, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 144.122 (the Managing General Partner).

The chairman appointed as secretary, Mrs Marilyn KRECKE, private employee, with professional address in Luxembourg.

The Meeting elected as scrutineer, M. Gianpiero SADDI, private employee, with professional address in Luxembourg.

The chairman, the secretary and the scrutineer form together the board of the meeting (the Bureau).

The Bureau having thus been constituted, the chairman declares that:

I. the shareholders present or represented (collectively referred to as the Shareholders) and the number of their shares are shown on an attendance list. The proxies, if any, signed *ne varietur* by the proxyholder(s), the members of the Bureau and the undersigned notary, shall remain attached to the present minutes;

II. it appears from the said attendance list that the entire share capital of the Company is represented at the Meeting, so that, pursuant to article 67-1 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, the Meeting can validly decide on all the items of the agenda. Resolutions, in order to be validly adopted, must be carried by two-thirds of the votes cast;

III. the Shareholders hereby acknowledge to be fully aware of the agenda of the Meeting, which has been communicated to them in advance, and consequently waive the convening notices;

IV. the Meeting is thus regularly constituted and may deliberate and decide on the items on its agenda;

V. the agenda of the Meeting is the following:

1. Full restatement of the Articles;

2. Miscellaneous.

Sole resolution

The Shareholders, including the Managing General Partner, resolve to amend and fully restate the articles which shall henceforth read as follows:

I. Definitions - Form - Name - Registered office - Duration - Purpose

A Shares	means the redeemable participating Class A Shares of each Series;
Administrative Agent	the Person appointed by the General Partner, in accordance with Luxembourg laws and regulations, to act as administrative agent of the Fund from time to time;
Affiliate	an entity or Person directly or indirectly controlling or controlled by or under common control with the relevant party. The term "control" (and any cognate expression) means, in respect of an entity, the right to: (a) exercise the majority of the voting rights of investors of that entity; or (b) appoint the majority of the members of the management company of the entity; or (c) determine the policy and strategy of that entity;
Articles of Association	these articles of association of the Fund, as amended from time to time;
Available Funds	in respect of the redemption of Class R Shares and/or Class S Shares, the current Net Asset Value to the extent of Net Proceeds, after deduction of any accrued Management Fees, Incentive Fees, allocated expenses and other obligations;
B Shares	means the redeemable participating Class B Shares of each Series;
Base Currency	means the Euro (EUR);
BI Invest	BI-Invest Holdings S.A., a Luxembourg public limited company (société anonyme), and/or any of its Affiliates;
Business Day	any day on which commercial banks in Luxembourg are open for normal business other than a Saturday, Sunday or public holiday; or such other day as the Managing General Partner may from time to time determine;
Class	means a class of Shares in the capital of the Fund;
Class A Redemption Date	with respect to Class A Shares, the first Business Day following the first 30 June or 31 December occurring on or immediately after the end of the Minimum Holding Period pertaining to the relevant A Shares, and thereafter, the first Business Day following 30 June or 31 December of each year and any such other days as the Managing General Partner, in its sole discretion, so designates for purposes of the redemption of A Shares or for purposes of an R Conversion or any compulsory redemption of A Shares in accordance with the terms of these Articles of Association and the Confidential Memorandum;
Class B Redemption Date	with respect to Class B Shares, the first Business Day following the first 30 June or 31 December occurring on or immediately after the end of the Minimum Holding Period pertaining to the relevant B Shares, and thereafter, the first Business Day following 30 June or 31 December of each year and any such other days as the Managing General Partner, in its sole discretion, so designates for purposes of the redemption of B Shares or for purposes of an S Conversion or any compulsory redemption of B Shares in accordance with the terms of these Articles of Association and the Confidential Memorandum;
Class R Redemption Date	the 30 th day following the end of each fiscal quarter of the Fund, and such more frequent payment dates (not more often than monthly) established from time to time by the Managing General Partner;
Class S Redemption Date	the 30 th day following the end of each fiscal quarter of the Fund, and such more frequent payment dates (not more often than monthly) established from time to time by the Managing General Partner;
Confidential Memorandum	the issuing document in respect of the Fund, as may be amended or supplemented from time to time;
CSSF	the Commission de Surveillance du Secteur Financier, the Luxembourg supervisory authority for the financial sector or any successor authority from time to time;
Custodian	such credit institution within the meaning of the Luxembourg law dated April 5, 1993 relating to the financial sector, as amended, that may be appointed as custodian of the Fund, in accordance with Luxembourg laws and regulations and Article 24 of these Articles of Association;
Custodian Agreement	the custodian agreement entered into by the Fund and by the Custodian, dated on or about the date of these Articles of Association;

Distributions	all distributions made to Shareholders, in the sole discretion of the Managing General Partner, after satisfaction of all expenses and liabilities of the Fund in accordance with Article 31 of these Articles of Association;
Fiscal Year	each fiscal year of the Fund as described in Article 30 of these Articles of Association;
Fund	BI-Invest Endowment Fund, SICAV SIF, an investment company with variable capital (société d'investissement à capital variable) in the form of a partnership limited by shares (société en commandite par actions) organised as a specialised investment fund (fonds d'investissement spécialisée);
Fund Documents	each of: (a) these Articles of Association; (b) the Private Placement Memorandum; (c) each Subscription Form;
General Meeting	a general meeting of Shareholders convened in accordance with the provisions of these Articles of Association;
Hurdle Amount	the "Hurdle Amount" will be calculated for each series of Shares by multiplying the initial Net Asset Value of such series of Shares by the Hurdle Rate, compounded annually and adding such amount to the initial Net Asset Value of such series of Shares;
Hurdle Rate	6.0%, in cases where the Incentive Fee is calculated for less than a full fiscal year, the Hurdle Rate will be adjusted for such partial period;
IFRS	International Financial Reporting Standards;
Illiquid Investment Portion	the portion of Investments which the Managing General Partner, in its sole discretion, determines to be illiquid and designates as such from time to time in accordance with the provisions of these Articles of Association;
Incentive Fee	the fee, determined with respect to each Series of A Shares, B Shares, R Shares and S Shares, payable quarterly in arrears to the Managing General Partner, and equal to (i) in the case of A Shares, 20% of the increase in the NAV of the relevant Series of A Shares attributable to Incentive Fee Investments above the Prior High NAV of such Series, provided the Net Asset Value of each such series is in excess of the Hurdle Amount; (ii) in the case of B Shares, 0% of the increase in the NAV of the relevant Series of B Shares attributable to Incentive Fee Investments above the Prior High NAV of such Series, provided the Net Asset Value of each such series is in excess of the Hurdle Amount; (iii) in the case of Class R Shares, 20% of the net realised appreciation in the NAV of the relevant Series of R Shares attributable to Incentive Fee Investments, provided the Net Asset Value of each such series is in excess of the Hurdle Amount; and (iv) in the case of Class S Shares, 0% of the net realised appreciation in the NAV of the relevant Series of S Shares attributable to Incentive Fee Investments, provided the Net Asset Value of each such series is in excess of the Hurdle Amount, and further determined in accordance with the provisions of these Articles of Association and the Confidential Memorandum; notwithstanding the foregoing, the Incentive Fee with respect to a series of Shares shall be the lesser of (i) the Incentive Fee amount calculated above and (ii) the difference between the Net Asset Value of such series of Shares (prior to deduction for accrued Incentive Fee) and the Hurdle Amount with respect to such series of Shares;
Incentive Fee Investment	all Investments except those for which BInvest receives incentive compensation including, without limitation, incentive fees, incentive allocations, carried interest, or the like, other than the Incentive Fee paid hereunder;
Initial Issue Price	the price at which the Management Share, A Shares and B Shares are to be issued on the Initial Subscription Dates, as determined by the Managing General Partner and being EUR 1,000 per Management Share; EUR 1,000 per Class A Share; EUR 1,000 per Class B Share;
Initial Series	the first series of Shares issued in each Class of Shares;
Initial Shares	Shares of each Class issued on the first Subscription Date as it pertains to such Class of Shares to the extent that no Shares of the relevant Class were subscribed on the Initial Subscription Date;
Initial Subscription Dates	5 December 2008 and any other dates on which the Managing General Partner accepts applications to subscribe for Initial Shares at the Initial Issue Price of each Class in accordance with these Articles of Association;
Investment	any investment of the Fund or its subsidiaries as applicable;
Investment Fund Service	the investment fund service agreement entered into by the Fund and by the Administrative Agent, dated on or about the date of these Articles of Association;

Agreement	
Investor	any Person prior to its registration as the owner of a Share in the register of Shareholders of the Fund;
Issue Price	the price at which Shares are to be issued, as determined by the Managing General Partner, in respect of A Shares on the basis of the most recent NAV per Share available or at the Initial Issue Price (as the case may be), in respect of B Shares on the basis of the most recent NAV per Share available or at the Initial Issue Price (as the case may be), in respect of R Shares on the basis of the R Issue Price, and in respect of S Shares on the basis of the S Issue Price in each case in relation to the issuance of Shares on each Subscription Date and/or any date on which Shares are converted in accordance with the terms of these Articles of Association, or on the Initial Subscription Date (as the case may be);
Issue Price per Share	the amount (denominated in Euro) contributed to the Fund by way of subscription for one Share of the relevant Class in accordance with these Articles of Association;
Liquid Redemption Percentage	the percentage of Redemption Proceeds to be paid to a redeeming Shareholder in cash, being the product, determined with respect to the relevant Redemption Date by the Managing General Partner in its discretion, equal to (i) the cash and cash equivalents of the Fund and (ii) any other liquid assets of the Fund (determined in the discretion of the Managing General Partner) divided by the aggregate NAV of all outstanding A Shares and/or B Shares;
Management Fee	the management fee payable by the Fund to the Managing General Partner on Management Fee Investments on a quarterly basis in advance and on each redemption of relevant Shares, calculated on a Class-by- Class basis in accordance with the provisions of these Articles of Association and the Confidential Memorandum;
Management Fee Investments	all investments except those for which BI Invest receives management fee compensation, other than the Management Fee paid hereunder;
Management Share	the 1 non-participating voting management share subscribed by the Managing General Partner upon the establishment of the Fund;
Managing General Partner	BI-Invest S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) having its registered office at 51, Avenue J. F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 144.122 or any other Person subsequently appointed as managing general partner of the Fund in accordance with Article 21 of these Articles of Association;
Minimum Holding Period	in relation to A Shares and B Shares, a period of 36 calendar months commencing on the date of subscription of the A Shares and/or B Shares;
NAV	the net asset value of the Fund or of a Class or Series of Shares in the Fund (as the context requires) from time to time, determined in accordance with Article 15 of these Articles of Association;
NAV per Share	on any date, the net asset value of each Share of each Class calculated by dividing the NAV of the relevant Class and Series as at the relevant date by the number of Shares of the relevant Class and Series in issue on that date;
Net Proceeds	in relation to any asset which forms part of the Illiquid Investment Portion with respect to any series of R Shares and/or S Shares the Proceeds received upon the sale of such asset or any portion thereof or the receipt of other payments (such as dividends, principal and interest) relating thereto;
Original Series	the Series of A Shares from which the R Shares were originally redeemed in order to trigger an R Conversion and the Series of B Shares from which the S Shares were originally redeemed in order to trigger an S Conversion;
Person	any corporation, company, trust, Fund, estate, unincorporated association or other legal entity, including an individual;
Prior High NAV	the NAV of a series of Class A Shares, Class B Shares, Class R Shares or Class S Shares attributable to Incentive Fee Investments immediately after the determination of an Incentive Fee with respect to such series (or if no Incentive Fee has yet been determined with respect to such series, the NAV of the series immediately following its initial offering), and in the case of a series of Class R Shares and Class S Shares, adjusted for Class R Redemption Dates and Class S Redemption Dates;
Proceeds	in relation to any asset, the proceeds of the disposal or refinancing of that asset net of all costs and expenses incurred in connection with the disposal or refinancing, or the process of disposal or refinancing, of that asset;

Proper Instructions	written instructions delivered to the Administrative Agent, the Custodian or the Registrar and Transfer Agent by means of a letter or facsimile by the Managing General Partner or any Person duly authorised to give such instructions pursuant to the Investment Fund Service Agreement, the Custodian Agreement or the Registrar and Transfer Agent Agreement, respectively;
R Conversion	the conversion of A Shares into R Shares as specified in Article 13.1;
R Conversion Percentage	the difference between one hundred per cent and the Liquid Redemption Percentage, being the percentage of a redeeming Shareholder's Shares which will be the subject of an R Conversion (and which will be equal to the Illiquid Investment Portion);
R Investments	any Investment allocated to the R Shares or designated as such by the General Partner from time to time in accordance with the provisions of these Articles of Association;
R Issue Price	the price at which R Shares are to be issued, as determined by the Managing General Partner and which will generally be equal to the NAV per Share of the relevant Original Series (of A Shares) on the relevant date;
R Redemption Date	the thirtieth (30 th) day following the last day of each calendar quarter and any other day so designated in the discretion of the Managing General Partner for purposes of the redemption of R Shares;
R Shares	means the non-redeemable participating Class R Shares;
Redemption Request	a written request by a Shareholder given to the Managing General Partner to have the Fund redeem some or all of that Shareholder's A Shares as of a Class A Redemption Date and/or some or all of that Shareholder's B Shares as of a Class B Redemption Date in accordance with the terms of these Articles of Association and the terms of the Confidential Memorandum;
Redemption Proceeds	the Net Proceeds (after deduction of all relevant fees and charges) of a redemption of Shares pursuant to these Articles of Association and the Confidential Memorandum;
Register	the register established and maintained by the Registrar and Transfer Agent recording the ownership of the Shares from time to time;
Registrar and Transfer Agent	the Person appointed by the Managing General Partner as registrar and transfer agent of the Fund from time to time;
Registrar and Transfer Agent Agreement	the registrar and transfer agent agreement entered into by the Fund and by the Registrar and Transfer Agent, dated on or about the date of these Articles of Association;
S Conversion	the conversion of B Shares into S Shares as specified in Article 13.1;
S Conversion Percentage	the difference between one hundred per cent and the Liquid Redemption Percentage, being the percentage of a redeeming Shareholder's Shares which will be the subject of an S Conversion (and which will be equal to the Illiquid Investment Portion);
S Investments	any Investment allocated to the S Shares or designated as such by the General Partner from time to time in accordance with the provisions of these Articles of Association;
S Issue Price	the price at which S Shares are to be issued, as determined by the Managing General Partner and which will generally be equal to the NAV per Share of the relevant Original Series (of B Shares) on the relevant date;
S Redemption Date	the thirtieth (30 th) day following the last day of each calendar quarter and any other day so designated in the discretion of the Managing General Partner for purposes of the redemption of S Shares;
S Shares	means the non-redeemable participating Class S Shares;
Series	a distinct series of Shares of a Class issued in respect of a specific period, though the Shares of each Series of each Class will have the same characteristics as the Shares of each other Series of that Class, differing only in respect of their date of issue, Issue Price and the date on which they may be redeemed (in respect of A Shares and B Shares);
Series Roll-Up Period	the period ending on the last day of each calendar quarter and commencing on the first day of the next calendar quarter, save for purposes of the first calendar quarter, for which purposes the period will commence on the first Subscription Day;
Service Providers	the Custodian, the Administrative Agent, the Registrar and Transfer Agent and any other agents as may be appointed from time to time by the Managing General Partner;
Share	a share without par value in the share capital of the Fund which may be issued pursuant to these Articles of Association at any time at the Issue Price and excluding the Management Share (if the context so requires);
Shareholder	any Person registered on the Register, at the relevant time, as the owner of a Share issued by the Fund;

SIF Law	the Luxembourg law dated February 13, 2007, relating to specialised investment funds;
Subscription Agreement	each subscription agreement entered into by the Fund and an Investor and setting out the date of subscription of the A Shares and/or B Shares and the Issue Price paid, or any such agreement which has been entered into or novated as a consequence of the transfer of Shares as contemplated by Article 15 of these Articles of Association, in which case the details pertaining to the price paid will be replaced with the number of Shares transferred to the Transferee;
Subscription Day or Subscription Date	each day upon which the Managing General Partner (in its discretion) accepts applications to subscribe for Shares in accordance with these Articles of Association and which includes the Initial Subscription Date, the first Business Day of each calendar month and any other day so designated in the discretion of the Managing General Partner for purposes of the subscription of Shares of any Class and, without limitation to the generality of the foregoing, any Subscription Day so designated for the sole purpose of the conversion of Shares as contemplated in Article 13 of these Articles of Association;
Trading Profit	in relation to any period, the trading profit attributable to each Series of each relevant Class of Shares and which includes any profit earned on any Investments of the Fund minus Prior High NAV attributable to the relevant Series of the relevant Class of Shares and any distributions made to the holders of such Shares during that period, as detailed in Article 12 of these Articles of Association;
Transfer	a transfer of Shares as specified in Article 15 of these Articles of Association;
Transferee	the Person to whom Shares are transferred in accordance with the provisions of these Articles of Association;
Transferor	a Shareholder transferring his Shares in accordance with the provisions of these Articles of Association;
US Person	a citizen or resident of the United States, a corporation, partnership or other entity created or organised in or under the law of the United States or any person falling within the definition of the term "US person" under Regulation S promulgated under the Securities Act of 1933 of the United States, as amended;
Valuation Day	the last Business Day of each calendar month and any other date as the Managing General Partner may in its sole discretion determine for purposes of calculating the NAV;
Well Informed Investor	a Person who is a "well-informed investor" within the meaning of article 2 of the SIF Law; being an institutional investor, a professional investor or any other investor who: (a) has confirmed in writing that he adheres to the status of "well-informed investor"; and (b) (i) invests a minimum of €125,000 (or its equivalent in any other currency) in the Fund; or (ii) has obtained an assessment made by: (A) a credit institution within the meaning of Directive 2006/48/EC; (B) an investment firm within the meaning of Directive 2004/39/EC; or (C) a management company within the meaning of Directive 2009/65/EC, certifying his expertise, his experience and his knowledge in adequately appraising an investment in the Fund.

Art. 1. Form and Name. There exists among the subscribers and all those who may become owners of Shares hereafter issued, an investment company with variable capital ("société d'investissement à capital variable") in the form of a partnership limited by shares organised as a specialised investment fund under the name of "BI-Invest Endowment Fund, SICAV SIF" (hereinafter the Fund), which is governed by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, by the SIF Law, as well as by the present Articles of Association.

Art. 2. Registered Office.

2.1. The registered office of the Fund is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the Managing General Partner. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by decision of the Managing General Partner.

2.2. In the event that the Managing General Partner determines that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent which would or could interfere with the normal activities of the Fund at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Fund which, notwithstanding such temporary transfer, will remain a Luxembourg company.

Art. 3. Duration.

3.1. The Fund is established for an unlimited period of time.

3.2. The Fund may at any time be dissolved by a resolution of the General Meeting, adopted in the manner required for the amendment of these Articles of Association.

Art. 4. Purpose.

4.1. The exclusive purpose of the Fund is to directly or indirectly invest the funds available to it into Investments in order to achieve superior risk-adjusted returns.

4.2. The Fund may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose to the largest extent permitted under the SIF Law or any legislative replacements or amendments thereof.

II. Capital - Shares - Net asset value

Art. 5. Share Capital and Series.

5.1. The capital of the Fund shall at any time be equal to its total net assets as defined in Article 16 hereof and shall be represented by fully paid-up Shares of no par value.

5.2. The initial capital of the Fund was at incorporation set at thirty one thousand euro (EUR 31,000) divided into the following classes of Shares:

- (i) one (1) Management Share;
- (ii) thirty (30) A Shares.

5.3. The minimum capital of the Fund shall be one million two hundred and fifty thousand euro (€1,250,000.-) or its equivalent in a recognised foreign currency. The Fund shall be required to establish this level of minimum capital within twelve months after the date on which the Fund has been registered as an undertaking for collective investment on the official list of undertakings for collective investment under the SIF Law.

5.4. The Managing General Partner is authorised without any limitation to issue an unlimited number of additional fully paid up Shares at any time in accordance with Article 8 hereof at the Issue Price determined by the Managing General Partner in accordance with the provisions of these Articles of Association.

5.5. Unless otherwise provided for in these Articles of Association, Shares have no preferential or pre-emption rights and are subject to any transfer and redemption restrictions as provided for in Article 14 and Article 15 of these Articles of Association.

5.6. The Managing General Partner may, in its discretion, impose restrictions on the frequency at which Shares shall be issued. The Fund may offer different Series of Shares of each Class and which carry the same rights and obligations as other Series of the same Class of Shares. Each Series corresponds to a specific period.

5.7. On the allotment of any Share, the Managing General Partner or its authorised agent shall:

- (i) designate the Class of Shares to which the Share shall belong;
 - (ii) designate the Series of Shares to which such Share shall belong in accordance with the provisions of Article 5.8;
- and

(iii) on the first issue of A Shares and/or B Shares of each Class, designate the Series of that class as the Initial Series.

5.8. A new Series of A Shares and/or B Shares shall be issued as of each Subscription Day. At the end of each Series Roll-Up Period the issued and outstanding Shares of each Series (other than the Initial Series of each Class) shall be redeemed by the Fund and the Redemption Proceeds shall be applied by the Fund towards the issue of Initial Series Shares of the same Class provided that no such redemption and issue of Shares shall occur if at the end of such period either:

- (i) the NAV of such Series is below its Prior High NAV; or
- (ii) the NAV of the corresponding Initial Series is below its Prior High NAV.

Art. 6. Eligible Shareholders.

6.1. Issuance and Transfer of the Shares of the Fund are restricted to Well-Informed Investors, within the meaning of article 2 of the SIF Law who are also either not US Persons or tax-exempt US Persons who are “accredited investors”, or “qualified purchasers” and (in each case) who are able to adequately assess the risk associated with their investment and who confirm in writing, or whose nominee(s) certify in writing, that they adhere to the status of Well-Informed Investor. The conditions pertaining to the Well-Informed Investor status are not applicable to the members of the Managing General Partner and other persons who intervene in the management of the Fund.

6.2. If any Well-Informed Investor is an insurance undertaking, that undertaking must subscribe for Shares in its own name and remain the sole legal owner of the Shares, without any possibility of transfer to its policy holders.

Art. 7. Form of Shares.

7.1. Fractional Shares may be issued and the rights attaching to fractional Shares shall be proportionate to the fraction, save as otherwise provided in these Articles of Association.

7.2. All issued Shares of the Fund shall be registered in the Register, which shall be kept by the Fund or by one or more persons designated thereto by the Fund, and such Register shall contain the name of each legal owner, his residence or elected domicile as indicated to the Fund, the number, Class and Series of Shares held by him, the Issue Price per Share and the date of issue of such Shares.

7.3. All Shareholders shall provide the Managing General Partner with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the Register.

7.4. In the event that a Shareholder does not provide an address, the Fund may permit a notice to this effect to be entered into the Register and the Shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Fund, or at such other address as may be so entered into by the Fund from time to time, until another address shall be provided to the Fund by such Shareholder. A Shareholder may, at any time, change his address as entered in the Register by means of a written notification to this effect addressed to the Managing General Partner or the Fund at its registered office, or to such other address as may be set by the Fund from time to time.

7.5. The Fund recognises only one single owner per Share. If one or more Shares are jointly owned or if the ownership of such Shares is disputed, all Persons claiming a right to such Shares have to appoint one single attorney to represent such Shares towards the Fund. The failure to appoint such attorney implies a suspension of all rights attached to such Shares.

7.6. Share certificates or confirmations of ownership will be jointly signed by the Managing General Partner and the Custodian. Share certificates or confirmations of ownership will be delivered by the Managing General Partner upon special request from the relevant Shareholder provided that payment therefore has been received by the Custodian from that Shareholder and such Shareholders' details and the details pertaining to the issuance of Shares have been recorded in the Register in accordance with these Articles of Association.

Art. 8. Subscription and Ownership of Shares.

8.1. Well-Informed Investors wishing to subscribe for Shares in the Fund must execute a Subscription Agreement which, upon acceptance, will be signed by the Managing General Partner.

8.2. The minimum initial investment of each Shareholder will be EUR 10,000,000. Thereafter, the minimum subscription amount for additional Class A Shares and Class B Shares is EUR 100,000. The Managing General Partner may accept subscriptions for lesser amounts at its discretion, but has no discretion to accept an initial subscription of less than EUR 125,000 from any Shareholder.

8.3. Investors and existing Shareholders may subscribe for Class A Shares and Class B Shares in the Fund. The Management Share is only available for subscription by the Managing General Partner and will be issued to the Managing General Partner on the Initial Subscription Date.

8.4. Shares of the relevant Series of each Class of A Shares and Class B Shares will be issued at the Initial Issue Price on the Initial Subscription Date and shall thereafter be issued at an Issue Price equal to the last available Net Asset Value per Share of the relevant Class of Shares on each Subscription Day. R Shares will be issued, from time to time in accordance with the provisions of these Articles of Association, at the R Issue Price. S Shares will be issued, from time to time in accordance with the provisions of these Articles of Association, at the S Issue Price.

8.5. Existing Shareholders may make additional investments in the Fund on each Subscription Day provided that each such additional investment shall be made in increments of EUR 10,000 and for an Issue Price of at least EUR 100,000 subject to the discretion of the Managing General Partner to accept additional investments of lesser amounts.

8.6. The Issue Price payable by each Shareholder who subscribes for Shares must be fully paid in cash or may, in the discretion of the Managing General Partner, be paid in kind.

8.7. The Managing General Partner has the right, in its absolute discretion, to accept or reject any application to subscribe for Shares and may further restrict or prevent the ownership of Shares by specific categories of Persons. The Managing General Partner may require any subscriber to provide it with any information that it may consider necessary for the purpose of deciding whether or not such Person is eligible to subscribe for Shares.

8.8. On the basis of the information received by, and with the assistance of, the Managing General Partner, the Registrar and Transfer Agent must be able to verify that prospective Shareholders in the Fund comply with the status of Well-Informed Investor.

8.9. Subject to the Managing General Partner's acceptance, Shares of the Fund will be issued upon receipt of the Issue Price paid by a Shareholder.

8.10. The Managing General Partner may temporarily suspend the subscription of Shares upon the occurrence of any of the events set forth under Article 16.3 of these Articles of Association and in the Confidential Memorandum.

Art. 9. Issue Price per Share.

9.1. The Issue Price per Share and the Issue Price per Management Share at the Initial Subscription Date is EUR 1,000 per Class A Share, EUR 1,000 per Class B Share and EUR 1,000 per Management Share.

9.2. On any given Subscription Day (save for the Initial Subscription Date), the Issue Price per Share will be determined by the Managing General Partner on the basis of the most recent NAV per Share (of the relevant Class). R Shares will be issued, from time to time in accordance with the provisions of these Articles of Association, at the R Issue Price. S Shares will be issued, from time to time in accordance with the provisions of these Articles of Association, at the S Issue Price.

Art. 10. Shareholders.

10.1. Each Shareholder will be treated as Shareholder from date of issue of its Shares.

10.2. Each Shareholder will participate in the Investments allocable to its Shares, and fees and expenses incurred thereon, as from the date on which the Shares were issued to the Shareholder.

10.3. Each Shareholder will share in all income, profit, loss and fees of the Fund allocable to the Shares it owns.

Art. 11. Management Fee.

11.1. The Managing General Partner shall be entitled to a Management Fee, payable quarterly in advance, based upon all of the issued and outstanding Shares of a Shareholder as of the first day of each calendar quarter and on each redemption of Shares.

11.2. The Management Fee shall be calculated in accordance with the provisions of the Confidential Memorandum.

11.3. Management Fees applying to periods which are not full calendar months shall be pro-rated.

11.4. Notwithstanding anything to the contrary contained in these Articles of Association, management or similar fees will not be double-charged and the extent of the Management Fee payable by each Shareholder shall be limited to the difference between the management or similar fee that would have due and such portion of such fee as has already been paid to BI-Invest.

Art. 12. Trading Profit and Incentive Fee.

12.1. Trading Profit includes any profit earned on any Incentive Fee Investment of the Fund and equals the net realized and unrealized gains and losses generated on Incentive Fee Investments, less commissions, transaction fees and other costs relating to the Incentive Fee Investments of the Fund during the relevant calendar year, less the Management Fee accrued for such period, plus any interest income earned on cash during the relevant period but is not decreased by the amount of any Incentive Fee payable to the Managing General Partner.

12.2. The Managing General Partner shall be entitled to, and shall receive, an Incentive Fee, calculated and accrued as of the last day of each calendar quarter and on each redemption of Shares and payable annually in arrears, equal to:

12.3. in the case of A Shares, 20% of the increase in the NAV of each Series of A Shares attributable to Incentive Fee Investments (appropriately adjusted for redemptions and exchanges into Class R Shares) above the Prior High NAV of such Series, provided the NAV of each such Series is in excess of the Hurdle Amount;

12.4. in the case of B Shares, 0% of the increase in the NAV of each Series of B Shares attributable to Incentive Fee Investments (appropriately adjusted for redemptions and exchanges into Class S Shares) above the Prior High NAV of such Series, provided the NAV of each such Series is in excess of the Hurdle Amount;

12.5. in the case of Class R Shares, 20% of the net realised appreciation in the NAV of each Series of Class R Shares attributable to Incentive Fee Investments, provided the NAV of each such Series is in excess of the Hurdle Amount; and

12.6. in the case of Class S Shares, 0% of the net realised appreciation in the NAV of each Series of Class S Shares attributable to Incentive Fee Investments, provided the NAV of each such Series is in excess of the Hurdle Amount.

12.7. If a Shareholder owns R Shares, but no longer owns A Shares, the Incentive Fee, if any, in respect of such R Shares, will be paid (together with the Management Fee and interest accrued thereon at LIBOR plus 2%), upon each realisation or deemed realisation of an R Investment. If a Shareholder owns S Shares, but no longer owns B Shares, the Incentive Fee, if any, in respect of such S Shares, will be paid (together with the Management Fee and interest accrued thereon at LIBOR plus 2%), upon each realisation or deemed realisation of an S Investment.

12.8. If A Shares, B Shares, R Shares or S Shares are redeemed at any time other than at the end of the Fiscal Year, any Incentive Fee that has been accrued in respect of the redeemed Shares will be paid to the Managing General Partner.

12.9. Incentive Fees will be charged on a Series-by-Series and Class-by-Class basis.

12.10. Incentive Fees earned do not reduce the cumulative Trading Profit in subsequent periods and are not, once accrued, subject to being refunded by the Managing General Partner, irrespective of subsequent losses.

12.11. If any redemption occurs as of any date which does not correspond to the last day of a calendar quarter, the Incentive Fee will be charged against the assets of the redeemed Shares as if such redemption occurred as of the end of such a period and the Incentive Fees will be paid to the Managing General Partner at the end of the relevant calendar quarter.

Art. 13. Share conversions.

13.1. At the sole discretion of the Managing General Partner, on each redemption of A Shares (whether by virtue of the receipt of a redemption request or by means of a compulsory redemption) and in accordance with the provisions of the Confidential Memorandum, such number of A Shares as are necessary in order to meet the R Conversion Percentage may be compulsorily redeemed by the Fund without prior notice (proportionally to all redeeming Shareholder's A Shares) and the Redemption Proceeds applied to purchase Class R Shares (as the case may be, and corresponding to the relevant A Shares) to an equivalent value and number as the A Shares in respect of which Redemption Proceeds are not paid in cash. At the sole discretion of the Managing General Partner, on each redemption of B Shares (whether by virtue of the receipt of a redemption request or by means of a compulsory redemption) and in accordance with the provisions of the Confidential Memorandum, such number of B Shares as are necessary in order to meet the S Conversion Percentage may be compulsorily redeemed by the Fund without prior notice (proportionally to all redeeming Shareholder's B Shares) and the Redemption Proceeds applied to purchase Class S Shares (as the case may be, and corresponding to the relevant

B Shares) to an equivalent value and number as the B Shares in respect of which Redemption Proceeds are not paid in cash.

13.2. Shares which are the subject of a conversion as envisaged in this Article 13 will be cancelled immediately upon redemption and the corresponding Shares of the other Class will be issued to the relevant Shareholder at the same time.

Art. 14. Redemption of Shares.

14.1. If a Shareholder wishes to have some or all of its A Shares redeemed on a Class A Redemption Date, it will provide the Managing General Partner with a Redemption Request as required in terms of the Confidential Memorandum and these Articles of Association. If a Shareholder wishes to have some or all of its B Shares redeemed on a Class B Redemption Date, it will provide the Managing General Partner with a Redemption Request as required in terms of the Confidential Memorandum and these Articles of Association.

14.2. No less than 90 calendar days prior to the relevant Class A Redemption Date, a Shareholder may give notice to the Managing General Partner that it requires some or all of its A Shares to be redeemed. No less than 90 calendar days prior to the relevant Class B Redemption Date, a Shareholder may give notice to the Managing General Partner that it requires some or all of its B Shares to be redeemed.

14.3. Subject to the receipt of a qualifying Redemption Request, the relevant Minimum Holding Period and any further provisions of these Articles of Association, including the suspension of the calculation of NAV, the Managing General Partner will be required to redeem the Shares which are the subject of the Redemption Request.

14.4. Subject to the terms of these Articles of Association, a Redemption Request will be effective:

a) With respect to Class A Shares, on the Class A Redemption Date specified in the Redemption Request or, if such specified date is not a Class A Redemption Date or does not fall at least 90 calendar days after receipt by the Fund of the Redemption Request, on the first Class A Redemption Date falling at least 90 days after receipt of a qualifying Redemption Request. With respect to Class B Shares, on the Class B Redemption Date specified in the Redemption Request or, if such specified date is not a Class B Redemption Date or does not fall at least 90 calendar days after receipt by the Fund of the Redemption Request, on the first Class B Redemption Date falling at least 90 days after receipt of a qualifying Redemption Request;

b) subject to the Minimum Holding Period;

c) if the Redemption Proceeds equal at least EUR 100,000 or the entire interest of the Shareholder in the Fund and would not result in the aggregate value of Shares owned by the redeeming Shareholder to fall below EUR 10,000,000 (or such other amount determined by the Managing General Partner in its sole discretion) or the redemption would result in the redemption of all of the Shares owned by the redeeming Shareholder; and

d) to require the Managing General Partner to redeem the specified number of Shares in accordance with the following Article 14.5.

14.5. Upon receipt of a qualifying Redemption Request, the Managing General Partner will be required to redeem the A Shares which form the subject of the Redemption Request on the relevant Class A Redemption Date. Each A Share will be redeemed at the NAV per Share calculated in the ordinary course most recently prior to the date on which that Share is actually redeemed. Upon receipt of a qualifying Redemption Request, the Managing General Partner will be required to redeem the B Shares which form the subject of the Redemption Request on the relevant Class B Redemption Date. Each B Share will be redeemed at the NAV per Share calculated in the ordinary course most recently prior to the date on which that Share is actually redeemed.

14.6. The Managing General Partner may satisfy redemption requests in a number of ways, including (but not limited to):

a) utilising cash in the Fund;

b) temporary borrowings; and

c) utilising Proceeds or, in the case of Class R Shares and/or in the case of Class S Shares, Net Proceeds.

14.7. On each occasion when an Investment which forms part of the Illiquid Investment Portion is realized or deemed to have been realized, the Net Proceeds will be held as cash or cash equivalents with a maturity not to extend past the end of the next scheduled R Redemption Date and/or S Redemption Date.

14.8. The Managing General Partner shall cause the Fund to redeem Class R Shares at their current Net Asset Value to the extent of Available Funds on each R Redemption Date. The Managing General Partner shall cause the Fund to redeem Class S Shares at their current Net Asset Value to the extent of Available Funds on each S Redemption Date.

14.9. To the extent Available Funds for a Series of Class R Shares are insufficient to redeem such Series in full, such redemption shall be effected pro rata among all holders of Class R Shares of such Series based on the number of such Series of R Shares held by the Shareholder. To the extent Available Funds for a Series of Class S Shares are insufficient to redeem such Series in full, such redemption shall be effected pro rata among all holders of Class S Shares of such Series based on the number of such Series of S Shares held by the Shareholder.

14.10. Class R Shares are not redeemable by a Shareholder. Unless otherwise determined by the Managing General Partner, a redeeming Shareholder will continue to hold such Class R Shares until all such Class R Shares have been redeemed and cancelled in accordance with the provisions of these Articles of Association. Class S Shares are not re-

deemable by a Shareholder. Unless otherwise determined by the Managing General Partner, a redeeming Shareholder will continue to hold such Class S Shares until all such Class S Shares have been redeemed and cancelled in accordance with the provisions of these Articles of Association.

14.11. The Managing General Partner will manage the process of redemption having regard to the interests of the Fund and all Shareholders.

14.12. The Managing General Partner may, in its sole and unfettered discretion, and without the need to provide reasons to any Shareholder, compulsorily (i.e. without the consent of the affected Shareholder) redeem the Shares of any Shareholder at any time at the NAV per Share.

14.13. The redemption of Shares at any other time will be in the sole and absolute discretion of the Managing General Partner.

Art. 15. Transfer.

15.1. Subject to these Articles of Association and the provisions of the Confidential Memorandum, Shares in the Fund are generally freely transferable, with the prior approval of the Managing General Partner.

15.2. Notwithstanding the foregoing, the Managing General Partner will withhold its consent to a Transfer in the following circumstances:

- a) the Transfer is considered by the Managing General Partner, in its sole discretion, not to be in the best interests of the Fund or the Shareholders as a whole; or
- b) the Transferee does not qualify as Well-Informed Investor.

15.3. Upon any valid Transfer as evidenced by entry of the Transferee's name into the Register, the Transferee will have all the rights and will be subject to all of the obligations of the Transferor existing or arising on or after the date of transfer as if such Transferee had been originally admitted to the Fund instead of the Transferor, effective as of the date of the relevant Transfer. In the event of a Transfer of part only of a Shareholder's Shares, the provisions of the immediately preceding sentence will, mutatis mutandis, be applicable on a pro rata basis. No Shareholder may grant limited rights over its Shares or the right to receive Distributions and no Shareholder may dispose of, or grant a limited right over, any other right it may have against the Fund.

15.4. Any Transfer may only be effected once the Transferee, to the satisfaction of the Managing General Partner, has agreed to be bound by the terms of these Articles of Association and assumes all rights and obligations of the Transferor hereunder by signing a duly completed Subscription Agreement or a novation of an existing Subscription Agreement, as the case may be.

15.5. Notwithstanding the foregoing, the Fund may restrict or prevent the ownership of Shares in the Fund by any Person, including any Person in breach of any law or requirement of any country or governmental authority and any Person which is not qualified to hold such Shares by virtue of such law or requirement (including without limitation any Person which does not qualify as a Well-Informed Investor within the meaning of article 2 of the SIF Law) or if in the opinion of the Fund such holding may be detrimental to the Fund or the majority of its Shareholders, if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign, or if as a result thereof the Fund may become exposed to disadvantages (including without limitation tax or financial disadvantages) that it would not otherwise have incurred or subject to laws (including without limitation tax laws) other than those of the Grand Duchy of Luxembourg.

III. Net asset value determination

Art. 16. Valuation Policy and Calculation of the NAV.

16.1. a) Frequency and timing: The Managing General Partner adopts a policy of valuing the Investment of the Fund at least once each calendar quarter (generally on the last day of the month) and at any other time required by the Managing General Partner in its discretion. The NAV will be determined by the Administrative Agent under the supervision of the Managing General Partner in accordance with the provisions of these Articles of Association.

b) Valuation principles: The assets and liabilities of the Fund will be valued in accordance with IFRS, resulting, in the opinion of the Managing General Partner, in a NAV, which reflects the fair value of the underlying assets and liabilities of the Fund. The Managing General Partner may, in its discretion, provide reserves for estimated accrued expenses, liabilities or contingencies, even if such reserves are not required by IFRS.

Information or knowledge of events received after the publication of the NAV will only be taken into account on a prospective basis in subsequent NAV calculations and may form a reconciling item in the annual audited financial statements of the Fund.

The following principles will be applied in valuing the assets of the Fund:

(i) financial instruments which are listed or dealt in on a regulated market (including such financial instruments when traded in the after hours market) will be valued taking into consideration their quoted mid-market price, subject to any discounts due to the nature of such financial instrument on the market which is normally the principal market for such financial instrument;

(ii) financial instruments that are not listed on a regulated market but are traded over-the-counter shall be valued having regard to applicable market standards as applied from time to time and on the basis of a good faith estimate of their foreseeable sales price;

(iii) investments in private equity investments and collective investment vehicles managed by BI-Invest will generally follow the valuation guidelines as set out in the International Private Equity Valuation Guidelines as approved by the European Venture Capital Association and which are summarised below:

(a) unquoted Investments are valued at cost for the first twelve (12) months. However, if there has been a significant event or transaction since the acquisition of the Investment, the Managing General Partner may value the Investment using one of the valuation methods mentioned below;

(b) where a recent third party transaction in respect of an unquoted Investment has taken place, the price of the transaction will be used by the Managing General Partner as the basis for valuation;

(c) where the value of an Investment's business derives mainly from its earning, the Managing General Partner will value the Investment based on a comparable company's earnings multiple, applied to the latest available financial information. Comparable company earnings multiple means appropriate multiples for quoted companies, comparable in business activities and size to the Investee company. The valuation methodology includes a fundamental analysis that evaluates factors such as the Investee company's performance and growth potential to ensure that there are no material factors which would impact on the earnings multiplier used;

(d) where the value of an Investment's business derives mainly from the underlying value of its assets rather than its earnings then the value of the Investments' net assets will be used as a basis for the valuation;

(e) where the underlying business of an Investment is going through a period of great change such as rescue refinancing, turnaround, strategic repositioning, loss making or is in its start-up phase then the discounted future earnings methodology may be used. This methodology may be used in situations that other valuation methodologies may be incapable of addressing;

(f) where the realisation of an Investment or flotation of the underlying business of an Investment is imminent and the pricing of the relevant transaction has been substantially agreed then the discounted cash flows from the proposed realisation of flotation may be used; and

(g) where the Managing General Partner has received a third party offer for an Investment or an independent valuation has been performed on an unquoted Investment then the Managing General Partner will use the offer price (after applying an appropriate discount) as the basis for the valuation. The offer price is not used as the primary valuation but is used to support the valuation.

(iv) Investments in funds managed by third party managers, including for the avoidance of doubt funds managed by Affiliates of BI Invest or the Managing General Partner, will be valued according to the valuation of the Fund's interest as reported by the third party manager. Where no such reported valuation exists, the Managing General Partner will estimate the valuation of the Fund's interest in such third party funds by valuing the individual assets according to the valuation policy presented in these Articles of Association and the Managing General Partner is explicitly authorised to modify any valuation provided by third party managers if it believes that the valuation conflicts with the investment policy of the Fund as presented in these Articles of Association;

(v) cash on hand or on deposit, bills, demand notes, overnight financing transactions, receivables, and payables will be valued at the full amount thereof; provided, however, that if such cash, bills, demand notes, overnight financing transactions, receivables, and payables are unlikely, in the opinion of the Managing General Partner, to be paid or received in full, then the value will be equal to the full amount thereof adjusted as is considered appropriate to reflect the true value thereof;

(vi) if the Managing General Partner determines that the valuation of any investment pursuant to the valuation procedures set forth above does not represent fair value, the General Partner will value such investment as it determines in its sole discretion and will set forth the basis of such valuation in writing in the Fund's records;

(vii) all other assets and liabilities of the Fund (except goodwill) will be assigned such value as the General Partner, in its sole discretion, may determine;

(viii) all values assigned to financial instruments and other assets and liabilities by the Managing General Partner will be final and conclusive as to all Shareholders; and

(ix) NAV calculations will be audited at the end of each fiscal year by the Fund's auditor and may be revised as a result of such audit. Assets of the Fund will also be valued annually by an independent valuer in order to provide the Managing General Partner will opinions on whether specific assets need to be repriced.

16.2. a) All assets and liabilities will initially be valued in the applicable local currency and will then be translated into the Base Currency using the applicable exchange rate on the date of determination of the NAV.

b) For the purposes of the calculation of the NAV, the assets of the Fund are deemed to include:

(i) all cash on hand or on deposit, which may be held on an accessory and temporary basis, including any interest accrued thereon;

(ii) all bills and demand notes and accounts receivable (including Proceeds not yet received), which may be held on an accessory and temporary basis;

(iii) all bonds, time notes, shares, stocks, debenture stocks, subscription rights, warrants, Investments, R Investments, S Investments and other investments and securities, if any owned or contracted for by the Fund;

(iv) all stocks, stock dividends, cash dividends, cash distributions receivable by the Fund to the extent information thereon is reasonably available to the Fund;

(v) all interest accrued on any interest bearing securities owned by the Fund, except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such security;

(vi) the primary expenses of the Fund insofar as the same have not been fully amortised; and

(vii) all other assets of every kind and nature, including prepaid expenses.

c) For the purposes of the calculation of the NAV, the liabilities of the Fund are deemed to include:

(i) all borrowings, bills and accounts payable;

(ii) all accrued or payable administrative expenses, including but not limited to Management Fees, Incentive Fees, Class V Allocations, advisory fees and any fees of the Service Providers;

(iii) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property;

(iv) all unearned fees from Investments insofar as the same have not been fully amortised;

(v) an appropriate provision for income and deferred taxes based on capital and income to the Valuation Day, as determined from time to time by the Managing General Partner, and other reserves, if any, authorised and approved by the Managing General Partner;

(vi) the establishment and organizational costs of the Fund, up to an amount of EUR 150,000 which will be amortised over a five (5) year period; and

(vii) all other liabilities of the Fund of whatsoever kind and nature except liabilities represented by Shares in the Fund.

In determining the amount of the liabilities of the Fund, the Managing General Partner shall take into account all expenses payable by the Fund, including, without limitation, formation expenses, fees payable to the Managing General Partner, its accountants, the Administrative Agent, the Registrar and Transfer Agent and any other agent employed by the Fund, fees for legal and auditing services, including the review and audit of the NAV, fees of independent valuers, costs of compliance and portfolio analysis, promotion, printing, reporting and publishing expenses, including the cost of advertising or preparing and printing of the Fund Documents, explanatory memoranda, registration statements or annual reports, taxes or governmental charges, and all other operating expenses, including, without limitation, the cost of buying and selling assets, due diligence expenses, research expenses, remuneration to certain directors of the Managing General Partner, interest, bank charges and brokerage, postage, telephone and facsimiles. The Managing General Partner may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature on an estimated basis for yearly or other periods in advance and may accrue the same in equal proportions over any such period.

d) For the purposes of the calculation of the NAV:

(i) Shares in respect of which subscription has been accepted but payment has not yet been received are deemed to be existing;

(ii) Shares of the Fund to be redeemed are treated as existing and until paid, the price therefore is deemed to be a liability of the Fund;

(iii) all investments, cash balances and other assets of the Fund not expressed in the Base Currency, will be valued after taking into account the market rates of exchange in force at the date and time of determination of the NAV; and

(iv) effect must be given as at any Valuation Day to any purchases or sales of Investments and R Investments and S Investments irrevocably committed for by the Fund on that Valuation Day, to the extent practicable.

16.3. a) The Administrative Agent may, subject to the approval of the Managing General Partner, suspend the calculation of the NAV and the issue and redemption of Shares of any Class or Series in any of the following cases:

(i) where, as a result of political, economic, military or monetary events or any circumstances outside the control, responsibility and power of the Administrative Agent or the Managing General Partner, disposal of the assets is not reasonable or normally practicable without being seriously detrimental to the interest of Shareholders;

(ii) where it is not reasonably practicable to determine the NAV on an accurate and timely basis;

(iii) where, as a result of exchange restrictions or other restrictions affecting the transfer of funds, transactions are rendered impracticable or purchases and sales of the assets of the Fund cannot be effected at normal rates of exchange;

(iv) during any period during which any stock exchange on which a substantial portion of the Fund's investments are quoted is closed, other than for ordinary holidays and weekends, or during periods in which dealings in such stock exchange are restricted or suspended;

(v) during any period during which, in the sole and absolute discretion of the Managing General Partner, disposal of a substantial portion of Investments by the Fund would not be reasonable or practical;

(vi) during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the Investments or any position the Fund holds, or when for any other reason the prices or values of any investments owned by the Fund cannot be reasonably or promptly ascertained;

(vii) during any period in which the transfer of funds involved in the realization or acquisition of any investments by the Fund cannot be effected at normal rates of exchange;

(viii) when there exists, in the opinion of the Administrative Agent, a state of affairs where the disposal of the Fund's assets, or the determination of the NAV or the NAV per Share, would not be reasonably practicable or would be seriously prejudicial to the non-redeeming Shareholders;

(ix) if the Administrative Agent reasonably deems it necessary to do so to comply with anti-money laundering and other similar laws and regulations applicable to the Fund, the Service Providers, or any of their Affiliates, subsidiaries or associates;

(x) for any period during which the redemption of Shares would cause a breach or default under any covenant in any agreement entered into by the Fund for borrowing or cash management purposes; and

(xi) when a decision is made to liquidate or dissolve the Fund.

b) The board of directors of the Managing General Partner will meet at least once every calendar year to review the appropriateness of the valuation principles applied to the assets of the Fund and will confirm them at such meetings. Resolutions passed at such meetings will be minuted.

IV. Administration and supervision

Art. 17. Powers of the Managing General Partner.

17.1. The Fund is managed by the Managing General Partner, who shall always be an unlimited shareholder of the Fund (associé gérant commandité) and who shall be personally, jointly and severally liable with the Fund for all liabilities which cannot be met out of the assets of the Fund. The Shareholders shall refrain from acting in a manner or capacity other than by exercising their rights as Shareholders in General Meetings.

17.2. The Managing General Partner is vested with the broadest powers to perform all acts of disposition and administration within the Fund's purpose, in compliance with the investment purpose as determined in accordance with Article 4 hereof.

17.3. Vis-à-vis third parties, the Fund is validly bound by the sole signature of the Managing General Partner acting through one or more authorised signatories or by the individual or joint signatories or by the individual or joint signatures of any other persons to whom authority shall have been delegated by the Managing General Partner as the Managing General Partner shall determine in its discretion.

17.4. All powers not expressly reserved by law or by these Articles of Association to the General Meeting are in the competence of the Managing General Partner. The Managing General Partner shall hold a veto right against all decisions of the General Meeting which affect the rights of the Fund towards third parties and which amend the Articles of Association.

Art. 18. Delegation.

18.1. The Managing General Partner may delegate any authority, power or discretion exercisable by it (including one that it may have a duty to exercise or perform and the power of delegation) to any Person (including an Affiliate) in the manner and on terms that the Managing General Partner considers appropriate.

18.2. The Managing General Partner may thus appoint any officers, including a general manager and any assistant general managers as well as any other officers that it deems necessary for the operation and management of the Fund. Such appointments may be cancelled at any time by the Managing General Partner. The Managing General Partner may furthermore appoint other agents, who need not to be members of the Managing General Partner and who will have the powers determined by the Managing General Partner.

18.3. The Managing General Partner may from time to time create one or several committees composed of members of the Managing General Partner and/or external Persons and to which it may delegate powers and roles as deemed appropriate in its sole discretion.

18.4. The Managing General Partner may obtain investment information, advice and other services, remuneration for which will be at the Fund's cost to the extent provided under these Articles of Association and the Confidential Memorandum.

Art. 19. Resignation of the Managing General Partner. The Managing General Partner may resign as manager of the Fund only if it has arranged for its succession by nominating a successor and procuring the approval of that successor at a General Meeting by the affirmative vote of Shareholders representing more than 75% of the Shares held by Shareholders entitled to vote and subject to the prior approval of such successor by the CSSF.

Art. 20. Removal of the Managing General Partner. The Managing General Partner may be removed at a General Meeting by the affirmative vote of Shareholders representing more than 75% of the Shares held by Shareholders entitled to vote. A resolution to remove the Managing General Partner may only be adopted in the case of:

(i) fraud, gross negligence, bad faith, wilful misconduct or reckless disregard by the Managing General Partner in respect of its obligations in relation to the Fund, in each case as determined by a court of competent jurisdiction, or

(ii) the Managing General Partner having been declared bankrupt, granted suspension of payments or being dissolved; each time subject to the approval of the CSSF.

Upon removal of the Managing General Partner, the General Meeting shall appoint a successor managing general partner by the affirmative vote of Shareholders representing more than 50% of the Shares held by Shareholders entitled to vote and present at such General Meeting.

Any such removal will be effective upon execution of an agreement satisfactory to the legal counsel of the Fund, under which the replacement managing general partner assumes the rights and undertakes the obligations of the Managing

General Partner to the Fund under these Articles of Association with effect from its appointment and under which the name of the Fund must be changed if so requested by the Managing General Partner.

Art. 21. Further consequences of resignation or removal of the Managing General Partner. Upon the resignation or removal of the Managing General Partner becoming effective pursuant to Articles 20 or 21 any rights and obligations of the Managing General Partner will immediately cease to exist, it being understood that:

(i) the Managing General Partner will remain entitled to its fees and reimbursements under these Articles of Association regarding the period of time up until the date on which the resignation or removal becomes effective; and

(ii) the outgoing Managing General Partner will remain entitled to indemnification, in its capacity as Managing General Partner, from the Fund pursuant to the provisions of these Articles of Association, with respect to any matter arising prior to its resignation or removal and has no liability to the Fund as a managing general partner in respect of any matter arising after it ceases to be the Managing General Partner.

Art. 22. Separate liabilities of the Managing General Partner. The Managing General Partner hereby undertakes that it shall at all times duly and punctually pay and discharge its separate and private debts and engagements whether present or future, incurred or assumed by it as principal and other than in its capacity as Managing General Partner of the Fund and shall keep the Fund and the Shareholders and their personal representatives, estates and effects indemnified therefrom and from all liabilities, actions, proceedings, costs, claims and demands in respect thereof.

Art. 23. The Custodian.

23.1. Description

The Custodian has been appointed by the Managing General Partner as custodian of all of the assets of the Fund pursuant to the Custodian Agreement.

The Custodian maintains its registered office and place of central administration in the Grand Duchy of Luxembourg and has a banking licence granted in accordance with applicable laws.

23.2. Responsibilities

In accordance with the SIF Law and subject to the terms of the Custodian Agreement, the Custodian will:

- (a) be responsible for the custody of the assets of the Fund; and
- (b) manage all of the Fund's bank accounts.

23.3. The Custodian will assume and perform its functions and responsibilities in accordance with the SIF Law. All cash and securities constituting the assets of the Fund entrusted to the Custodian shall be held by the Custodian on behalf and for the account of the Fund. The Custodian may entrust banks and financial institutions with the custody of the assets of the Fund. The Custodian may hold securities in accounts with any clearing houses as the Custodian may determine. It will have the normal duties of a bank with respect to the Fund's deposits of cash and securities. The Custodian may only dispose of the assets of the Fund and make payments to third parties on behalf of the Fund on receipt of Proper Instructions.

23.4. In the performance of its duties at all times, the Custodian will separately keep and administer the assets and liabilities of the Fund and will not mingle them with its own assets and liabilities or those of any other Person for whom it acts as custodian.

23.5. The Custodian will take all steps to dispose of all or any part of the assets of the Fund as specified in any Proper Instruction, each time subject to the terms and conditions of the Custodian Agreement.

23.6. The Custodian is entitled to the fees determined in accordance with the Custodian Agreement. Those fees are based on the net assets of the Fund and are payable quarterly in arrears.

23.7. The Managing General Partner or the Custodian may terminate the appointment of the Custodian at any time upon ninety (90) days written notice delivered by one to the other provided that termination by the Managing General Partner or the Custodian is subject to the suspensive condition that a replacement custodian is appointed. In the event of termination of the appointment of the Custodian, the Managing General Partner will use reasonable endeavours to appoint a new custodian within two (2) months of the termination to assume the responsibilities and functions of the Custodian. Pending the appointment of a new Custodian, the Custodian will take all necessary steps to ensure the preservation of the interests of the Shareholders. After termination of the appointment of the Custodian, the appointment and duties of the Custodian will continue for such period as may be necessary to enable the transfer of all the assets of the Fund to the new Custodian.

Art. 24. Conflicts of interest.

24.1. No contract or other transaction between the Fund and any other fund, company or firm shall be affected or invalidated by the fact that one or more of the directors or officers of the Managing General Partner is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other fund, company or firm. Any director or officer of the Managing General Partner who serves as a director, associate, officer or employee of any fund, company or firm, with which the Fund shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other fund, company, or firm be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or business.

24.2. In the event that any director or officer of the Managing General Partner may have in any transaction of the Fund an interest different to the interests of the Fund, such director or officer shall make known to the Managing General Partner such conflict of interest and shall not consider or vote on any such transaction and such transaction, and such director's or officer's interest therein shall be reported to the next succeeding General Meeting.

24.3. The term "conflict of interest", as used in this Article, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving the initiator, any investment manager, the Custodian, the distributors as well as any other person, company or entity as may from time to time be determined by the Managing General Partner in its discretion.

Art. 25. Indemnification.

25.1. The Fund may indemnify any director of the board of the Managing General Partner or any committee member and his heirs, executors and administrators against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer or committee member of the Fund or, at its request, of any other company of which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or willful misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Fund is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty.

25.2. The Managing General Partner may decide that expenses effectively incurred by any member of the board of directors or committee member in accordance with this Article may be advanced to the indemnified officer, provided that this officer will repay the advanced amounts if it is ultimately determined that he has not met the standard of care for which indemnification is available.

25.3. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which any officer may be entitled.

Art. 26. Auditor. The accounting data related in the annual report of the Fund shall be examined by an auditor ("réviseur d'entreprises agréé") appointed by the Managing General Partner and remunerated by the Fund. The auditor shall fulfill all duties prescribed by the SIF Law.

V. General meetings - Fiscal year - Distributions

Art. 27. Representation. The General Meeting shall represent the entire body of Shareholders of the Fund. Its resolutions shall be binding upon all the Shareholders of the Fund. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Fund, each time subject to the veto right of the Managing General Partner.

Art. 28. General Meetings of Shareholders.

28.1. The General Meeting shall meet upon call by the Managing General Partner. The Managing General Partner shall also be obliged to convene a General Meeting within a period of one month, if Shareholders representing 1/10th of the capital require so in writing with an indication of the agenda.

28.2. The annual General Meeting of Shareholders shall be held in accordance with Luxembourg law at the registered office of the Fund in Luxembourg-City or any other place specified in the convening notice on the second Tuesday of May at 11.30 a.m. If such day is not a Business Day in Luxembourg, the annual General Meeting of Shareholders shall be held on the next following Business Day.

28.3. Other General Meetings may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting.

28.4. Shareholders shall meet upon call by the Managing General Partner pursuant to a notice setting forth the agenda sent by registered letter at least eight days prior to the meeting to each Shareholder at the address indicated in the Register. The agenda shall be prepared by the Managing General Partner except in the instance where the meeting is called on the written demand of the Shareholders in which instance the Managing General Partner may prepare a supplementary agenda.

28.5. If all Shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the General Meeting may take place without notice of meeting.

28.6. The Managing General Partner may determine all other conditions that must be fulfilled by Shareholders in order to attend any General Meeting.

28.7. The business transacted at any General Meeting shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters.

28.8. Each Share, regardless of the NAV per Share is entitled to one vote, in compliance with Luxembourg law and these Articles of Association. Only full Shares are entitled to vote.

28.9. A Shareholder may act at any General Meeting by giving a written proxy to another Person, who need not be a Shareholder.

28.10. Unless otherwise provided by law or herein, resolutions of the General Meeting are passed by a simple majority vote of the votes cast.

28.11. The Managing General Partner shall hold a veto right against all decisions of the General Meeting which affect the rights of the Fund towards third parties and which amend the Articles of Association.

Art. 29. Fiscal year. The Fiscal Year of the Fund starts on the first day of January and finishes on the last day of December each year.

Art. 30. Distributions.

30.1. Each Shareholder will be treated equally to other Shareholders owning Shares of the same Class and Series pro rata to the number of Shares of the relevant Class and Series owned by it. Each Share of each Class entitles, upon issue, its owner to a proportional part of the Distributions made to Shareholders who own Shares of that Class and Series.

30.2. It is not envisaged that the Fund will make Distributions. Notwithstanding the foregoing, the Managing General Partner may, from time to time and in its sole and absolute discretion, declare dividends in accordance with the provisions of these Articles of Association.

30.3. The Managing General Partner may declare Distributions from time to time with reference to the aggregate returns (whether interest, dividends or otherwise) received from the liquidation of its Investments less the aggregate of all amounts required to satisfy the expenses and liabilities of the Fund, including any fees due to the Managing General Partner. Distributions will be payable, once declared, pursuant to a resolution of the Managing General Partner as soon as practicable after receipt of the returns on which the Distributions are based, to each Shareholder pro rata to the Shares held by it.

30.4. The payment of any Distributions shall be made to the address indicated on the Register.

30.5. Distributions shall be paid in the Base Currency.

30.6. No interest shall be paid on a dividend declared by the Fund and kept by it at the disposal of its beneficiary.

30.7. A dividend declared but not paid on a Share cannot be claimed by the holder of such Share after a period of five years from the notice given thereof, unless the Managing General Partner has waived or extended such period in respect of all Shares, and shall otherwise revert after expiry of the period to the Fund. The Managing General Partner shall have power from time to time to take all steps necessary and to authorise such action on behalf of the Fund to perfect such reversion. No interest will be paid on dividends declared, pending their collection.

30.8. The Fund may, in the absolute discretion of the Managing General Partner, make any reinvestments.

VI. Final provisions

Art. 31. Dissolution and Liquidation.

31.1. The Fund may at any time be dissolved by a resolution of the General Meeting subject to the quorum and majority requirements referred to in this Article 31 and the consent of the Managing General Partner.

31.2. Whenever the subscribed capital falls below two thirds of the minimum capital indicated in Article 5 hereof, the question of the dissolution of the Fund shall be referred to the General Meeting by the Managing General Partner. The General Meeting, for which no quorum shall be required, shall decide by simple majority of the votes cast at such meeting.

31.3. The question of the dissolution of the Fund shall further be referred to the General Meeting whenever the subscribed capital falls below one fourth of the minimum capital set by Article 5 hereof; in such an event, the General Meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by the votes of Shareholders holding one fourth of the Shares represented at such meeting.

31.4. The General Meeting must be convened so that it is held within a period of forty days from ascertainment that the net assets of the Fund have fallen below two thirds or one fourth of the legal minimum, as the case may be, in accordance with the provisions of the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended.

31.5. The liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who may be physical persons or legal entities and need to be approved by the CSSF, appointed by the General Meeting, which shall determine their powers and remuneration.

Art. 32. Amendments to the Articles of Association. These Articles of Association may be amended by a General Meeting subject to the quorum and majority requirements provided by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Art. 33. Statement. Words importing a masculine gender also include the feminine gender and words importing Persons or Shareholders also include corporations, funds, associations and any other organised group of Persons whether incorporated or not.

Art. 34. Applicable Law. All matters not governed by these Articles of Association shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies and the law of February 13, 2007 relating to specialised investment funds as such laws have been or may be amended from time to time.

Estimate of costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with this deed are estimated at approximately two thousand Euro (EUR 2.000.-).

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that at the request of the appearing parties, this deed is drawn up in English.

This notarial deed is drawn up in Luxembourg, on the day stated above.

After reading this deed aloud, the notary signs it with the authorised representative of the appearing parties.

Signé: G. Saddi, M. Krecké et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 17 décembre 2014. LAC/2014/60905. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,-

Le Receveur (signée): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Référence de publication: 2014206733/971.

(140230871) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

Uplux SARL, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7227 Bereldange, 46, rue de la Forêt.

R.C.S. Luxembourg B 156.958.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations. Windhof, le 19/12/2014.

Référence de publication: 2014205038/10.

(140228401) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Vesta Italia Equity (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 323.125,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 95.322.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations. Luxembourg, le 18 décembre 2014.

Référence de publication: 2014205040/10.

(140228026) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Centurion European German Property 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 121.811.

AUFLÖSUNG

Auszug aus dem Protokoll der Ausserordentlichen Gesellschafterversammlung vom 18. Dezember 2014

Aus dem Protokoll geht hervor:

1. dass die Versammlung dem Bericht des Prüfungskommissars beipflichtet und die Konten der Liquidation annimmt. Der Gesellschaft BENYO KARTHEISER MANAGEMENT S.à r.l., mit Sitz in L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon, wird als Liquidator sowie der Gesellschaft BFK AUDIT S.à r.l., mit Sitz in L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon, vollkommene, uneingeschränkte Entlastung erteilt.

2. alle Unterlagen und Bücher sollen während 5 Jahren in L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon, gelagert werden.

3. die Versammlung befindet den Abschluss der Liquidation und stellt die definitive Auflösung der Gesellschaft fest.

Luxemburg, den 18. Dezember 2014.

Für die Gesellschaft

Référence de publication: 2014203974/19.

(140227255) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.
